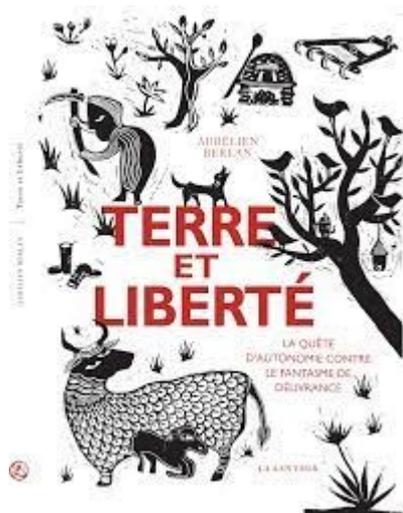


# Terre et liberté

## La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance

Aurélien Berlan  
La Lenteur, 2021



Les résumés sont en « normal »

Les commentaires sont en « italique »

Les extraits sont entre « guillemets »

### Introduction

Notre civilisation va vers la catastrophe et nous nous contentons de cosmétique. Le programme unique de l'oligarchie est une fuite en avant, pensant prendre de vitesse la catastrophe. « Ils » misent tous sur les technologies sans envisager de s'en prendre à la racine.

Comment comprendre ? Chacun y trouve son compte. L'ordre et la paix dépendent de la croissance. Ce système aurait permis notre émancipation à l'égard des contraintes matérielles. Même les socialistes parlent de libération à l'égard du règne de la nécessité. Nous sommes rendus impuissants par la dépendance individuelle et collective vis à vis de l'aisance matérielle.

Dans les années 2000, le mouvement altermondialiste visait l'émancipation sociale en voulant soit abolir les privilèges (est-ce possible ?), soit y faire accéder tout le monde (tout aussi irréalisable). Ce mouvement ne cherchait pas à s'opposer à la mondialisation, mais plutôt à la piloter autrement. Il contestait la notion de développement, le rôle des États, l'importance des techno-sciences. La liberté s'est alors émancipée de la foi dans le progrès, symbolisée par la lutte des zapatistes.

Berlan met en avant les trois piliers de « notre » mode de vie sur lesquels il s'appuie constamment : le salariat, la consommation, la démocratie représentative.

Puis Berlan écarte de la scène politique d'anciens protagonistes (les néo-marxistes et les keynésiens, qualifiés d'altercapitalistes) marqués par leur aveuglement opiniâtre vis à vis du progrès et de la techno-science. Et leurs échecs.

« Derrière cet aveuglement, il y a une adhésion viscérale au mode de vie occidentale. [...] Comment comprendre qu'une si grande partie des populations occidentales soit en fond d'accord avec l'affirmation brutale de Georges Bush senior, selon qui « [notre] mode de vie [...] n'est pas négociable » ? » (p. 13)

Puis Berlan dit de là où il parle. Après une thèse de philosophie, il prend conscience que le b.a. ba de la liberté est de mettre en cohérence ce que l'on fait et ce que l'on pense. Comprendant que la ville ne laisse aucune échappatoire aux trois piliers (salariat, consommation, démocratie représentative) il prend la clé des champs avec des complices. Là, il instaure un équilibre entre le travail intellectuel, le travail manuel, l'organisation collective (entraide entre voisins, pratique d'autonomie ancestrale) et le combat politique (participation au groupe Marcuse contre le numérique, investissement dans le mouvement des Zad, etc.).

La liberté est alors conçue comme le fait de ne pas être pris dans des injonctions sociales et d'être autonome dans la nourriture, le logement ou le soin.

La liberté est alors nommée autonomie : se donner à soi-même ses propres lois et pouvoir à ses propres besoins.

La dépendance matérielle s'étend à tous les besoins et passe toujours par l'argent, moyen de les satisfaire tous. Cette dépendance matérielle en tant que vecteur de domination est connue depuis l'antiquité (Épictète, Foucault). De nos jours, les centres commerciaux jouent un rôle de maintien de l'ordre tout comme les banques, les écoles et les prisons.

« [...] l'une des thèses centrales de ce livre est que le monde contemporain s'est constitué à la faveur du désir d'être « délivré » de la vie politique et matérielle, c'est-à-dire « déchargé » des tâches qui vont avec. Celles-ci sont dès lors « prises en charge », donc « prises en main » par des instances dont on se met à dépendre lourdement, ce qui leur confère un pouvoir inéluctable. On peut dès lors comprendre l'échec de l'aspiration moderne à l'émancipation intellectuelle, sociale et politique, patent avant même l'épidémie de Covid 19. Cette émancipation a été associée à un mode de vie qui a finit par en saper les bases matérielles, en rendant les individus et les peuples dépendants de la vaste machinerie industrielle du capital. A défaut d'avoir apporté, enfin, la liberté à toutes et tous, la modernité occidentale a en fait diffusé *une conception désastreuse de l'émancipation dans laquelle l'exonération des tâches liées à la subsistance, qui a toujours caractérisé les classes dominantes, a fini par éclipser l'objectif originel d'abolir les rapports de domination sociale*. Et en soutenant, sur le plan de l'imaginaire, le développement industriel, cette conception est aussi l'un des vecteurs du désastre écologique en cours. Voilà pourquoi la « question naturelle » ne pas être séparée de la « question sociale » : « fin du monde, fin du mois, même combat ! ».

Pour le faire comprendre, cet essai procède en trois moments. Dans le premier chapitre, je vais d'abord tenter de briser la vitrine « libérale » de nos sociétés pour montrer que la conception dominante de la liberté, à l'âge moderne, n'est pas celle que l'on croit : derrière l'inviolabilité de la vie privée que les penseurs libéraux avaient mise en avant, et que la (contre-)révolution numérique bafoue dans l'indifférence presque générale, il y avait une aspiration plus fondamentale, celle d'être délivré des « nécessités » matérielles et socio-politiques de la vie humaine. Dans le deuxième chapitre, nous verrons comment cette aspiration, qui s'enracine profondément dans notre histoire collective, notamment religieuse, est à la racine des principales formes de domination sociale – et comment cet imaginaire aristocratique et scolastique s'est paradoxalement retrouvé au cœur des aspirations à l'émancipation sociale, expliquant leur incapacité à remettre en cause l'essor du capitalisme industriel. Pour finir, le troisième chapitre montrera que cette conception de la liberté, si hégémonique soit elle, s'est imposée contre une toute autre vision de la liberté : l'autonomie, au sens de la prise en charge de nos conditions de vie. Selon cette conception qui renaît de ses cendres aujourd'hui, la liberté, en quelque sens qu'on la prenne, est inconcevable sans un minimum d'autonomie matérielle. Si nous voulons prendre la voie d'un monde qui soit à la fois juste et soutenable, c'est avec cette conception de la liberté qu'il nous faut renouer *in extremis*, en reprenant en main (une partie de) nos conditions d'existence. Car sur la base du fantasme d'être délivré de la nécessité, il ne sera jamais possible d'enrayer la dynamique nihiliste dans laquelle nous sommes en train de nous abîmer. » (p. 20 et 21)

## Commentaires :

*Aurélien Berlan débute par des propos qui semblent emprunter à la collapsologie : « La conscience que notre civilisation fonce vers la catastrophe est désormais largement partagée. Nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis et nous le savons. [...] Nous nous contentons de modifications cosmétiques consistant à repeindre en vert l'existant, sans que l'on ait à renverser la vapeur, selon la maxime conservatrice 'tout changer pour ne rien changer' » (p. 9)*

*L'auteur prépare ainsi le lecteur et la lectrice émotionnellement, pour être en demande d'être rassuré-e.*

*L'auteur utilise un procédé linguistique où il amalgame le 'nous' et le 'ils' parsemés de 'je' mettant dans le même panier les gens ayant le pouvoir de décisions et ceux qui les subissent. Par exemple : « Comment comprendre qu'une si grande partie des populations occidentales soit au fond d'accord avec l'affirmation brutale de Georges Bush senior, selon qui « [notre] mode de vie [...] n'est pas négociable » ? » (p. 13) On passe sur la référence spatiale (occidental-reste du monde), forme d'orientalisme inversé et croisé, bien dans l'ère du temps militant où les références sociales sont désormais considérées comme obsolètes. Tristes topiques...*

*L'accent est mis sur ce qui n'est que conséquence (dépendance matérielle, industrialisation de masse). L'élément essentiel du capitalisme ce n'est pas la valeur d'usage. Il y a toute une dimension peu saisissable : la marchandise n'est qu'une forme de la métamorphose de la valeur. Après, elle continue à circuler. Ce mouvement est peu représentable, surtout spatialement. Valeur d'usage et valeur d'échange forment une réalité contradictoire, dont l'analyse ne peut se focaliser sur sa matérialité, cristallisation de la quantité de travail social qui apparaît dans l'échange.*

*Dans la critique des sciences et techniques, on se focalise sur l'ordre des conséquences. Cela a un autre contenu : tout ce qui est de l'ordre des connaissances, de l'information. Il ne faut pas simplement faire le constat des conséquences catastrophiques du capitalisme. Il faut prendre en compte les « techniques »... de l'accumulation du capital ! Mais on ne sait pas alors sur quoi agir. On est impuissant vis à vis, par exemple de l'industrie... financière. Industrie qui a des conséquences matérielles, environnementales et sociales en partie évidentes donc sur lesquelles il doit être possible de modeler des mouvements de protestation, mais sans s'en tenir à ce niveau des évidences.*

*S'il n'y a pas d'investissement et d'anticipation des profits en amont, il ne se passera rien en terme concret. Ce n'est pas la seule cause, mais elle est indispensable. Cependant, elle est inatteignable avec des démonstrations se limitant à l'aspect « matériel » ou « spatial », saisi sur le seul plan thermodynamique.*

*Berlan ne s'adresse pas à un public ayant biberonné à l'analyse marxiste. Mais il y a des éléments de connaissances critiques des dogmatismes dans son analyse qui ne sont pas à jeter avec les bureaucrates des mouvements ouvriers.*

*Le livre montre 'nos' faiblesses. On partage ses 'diagnostics' sur la situation désastreuse où se situe le capitalisme « industriel », et on partage aussi l'insuffisance des moyens à lui opposer.*

*Le fantasme de délivrance ne prend en compte que la dépendance matérielle, mais il y a une autre dimension, liée à l'accumulation des connaissances, qui rend les non détenteurs de l'information dépendant de ceux qui l'accaparent.*

*Berlan prend aussi à son compte ce fantasme de délivrance puisqu'il cherche à se délivrer des contraintes de la vie moderne : le salariat, la consommation et la démocratie représentative. Son propre « fantasme » dont il ne fait pas mention, c'est d'être délivré des rapports capitalistes. Mais les autres, n'ont-ils et elles qu'à chercher aussi des voies de délivrance ? C'est un*

*matérialisme tronqué. Il peut idéaliser l'autonomie (matérielle) parce qu'il met hors champ sa propre dépendance, nécessaire et constructive, aux productions intellectuelles des humains.*

*L'intellect humain doit être intriqué dans des chaînes de relations et l'activité matérielle l'est aussi : on n'a pas à s'en 'délivrer' si ces relations n'induisent ni subordination ni violence.*

*Berlan reconnaît qu'il a eu la liberté de s'installer, avec des amis, à la campagne. Donc, il se situe bien dans ce monde-ci.*

*Il nous met face aux impasses de la critique sociale centrée sur l'écologie politique même radicale. Ce qui inclut une critique monolithique de la technologie et de la Science. Impasses qu'on partage en partie.*

*Le constat que les populations occidentales aient adopté ce fantasme de délivrance des élites, n'est-ce pas une forme adoucie de mépris de classe, de celles et ceux que ce système 'achètent' par la consommation et qui collaborent, même sans le vouloir, en communiant régulièrement dans les temples de la consommation marchande ?*

## **Chapitre 1 : La destruction de la vie privée et le triomphe d'une conception apolitique de la liberté**

Le libéralisme apparu en Grande Bretagne finit par dominer le monde dans les années 1970. Le libéralisme concernant l'individu se présente sous deux aspects : 1) la défense de la liberté individuelle, l'individu étant propriétaire de lui-même et de ses biens. 2) cette liberté est garantie par l'État de droit.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, cette conception libérale de la liberté prend eau de toutes parts. La bourgeoisie foule aux pieds cette conception.

### **Les révélations politiques de Snowden**

En 2013, Snowden, employé par la NSA, révèle que cet organisme « a mis en place un espionnage de masse qui bafoue le droit de la vie privée claironné par son pays. Avec la complicité des géants américains du numérique (Gafam) elle collecte les « métadonnées » de toutes les communications électroniques et informatiques possibles à l'échelle mondiale. » (p. 24 et 25)

On le savait avant 2013. Ce maillage existe depuis longtemps. Pour contrôler un pays, il faut contrôler sa population. C'est le travail des services de renseignements, avec plus ou moins de limites juridiques. Ce qui a changé, ce sont les capacités du numérique qui font passer la surveillance du stade artisanal au stade industriel (des fiches papiers aux algorithmes).

Les outils ont été créés par les industries. Les infos sont offertes par tout un chacun. Les États ne font qu'utiliser ces infos et ces outils. Grâce à Snowden, les discours lénifiants ne sont plus crédibles. Mais Snowden a été naïf : il pensait que cette alerte allait provoquer une mobilisation pour défendre une liberté qui est devenue caduque. Or il n'y a eu qu'indifférence. « En réalité, l'indifférence suscitée par l'affaire Snowden laisse entendre que la dissolution de notre vie privée n'affecterait plus notre liberté. » (p. 29)

### **Triomphe et effondrement de la liberté privée**

Selon Snowden, la liberté est garantie par la Constitution américaine. Elle est liée à la vie privée, hors du contrôle de l'État.

### **La liberté des Modernes**

Cette partie s'appuie sur le texte du philosophe Benjamin Constant, de 1818 : *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*. Constant remonte jusqu'aux principes politiques antiques. Pour les Anciens, la liberté consiste à exercer directement et collectivement la souveraineté (paix, guerre, justice, commerce). A cette époque, élire des représentants équivaut à abdiquer sa liberté. Pour les Modernes, la liberté consiste en jouissances, c'est-à-dire en droits individuels et ce qui les autorise et les défend : une vie privée raffinée sans que la société ne s'en mêle.

Quatre facteurs expliquent cette différence entre Anciens et Modernes.

1) L'échelle des sociétés : on passe des petites sociétés antiques aux États-nations. Ce qui influe sur la capacité de chacun à peser sur la vie politique.

2) Le mode d'acquisition des richesses, ce qui conditionne le temps libre pour s'occuper des affaires publiques.

3) Le recours ou non au travail servile, ce qui détermine la disponibilité politique des citoyens.

4) Les progrès de la civilisation qui multiplient les moyens d'atteindre le bonheur particulier.

L'évolution historique a ainsi transformé les aspirations humaines. L'État doit alors protéger les individus de toutes ingérences non consenties. L'ensemble des garanties étatiques assurant la sécurité.

« La distinction du public et du privé n'est certes pas une découverte moderne : les Anciens la connaissaient, mais ils cherchaient la liberté dans la sphère publique de la cité. Pour les Modernes, en revanche, la liberté se joue dans la vie privée, ce qui suppose que cette dernière soit protégée par la Constitution, c'est-à-dire déclarée 'inviolable'. » (p. 34)

### ***De la « liberté des Modernes » à la « liberté négative »***

Cette partie s'appuie sur le texte d'Isaiah Berlin de 1958 *Deux concepts de la liberté*.

Pendant la guerre froide, Berlin défend la liberté libérale à caractère négatif. La liberté, c'est « l'absence de » : d'obstacles, de contraintes, de limites. A la différence de la liberté positive qui est autonomie et accomplissement de soi. La liberté négative existe quand on est libéré de quelque chose (entrave). La liberté positive existe quand on est libre pour quelque chose (but visé). Plus est vaste l'espace de non-ingérence, plus est étendue la liberté, c'est-à-dire plus la sphère privée (composée d'un espace à l'abri du contrôle social) est qualifiée d'inviolable. Mais il faut poser des limites pour que l'on ne soit pas empiété par les autres. C'est le rôle de la loi. Les plus radicaux en arrive à penser que la liberté serait incompatible avec la société.

Constant y voit des limites et des défauts. Il invite à combiner les deux libertés (Anciens et Modernes) dans un juste milieu et exhorte à l'engagement pour éviter le despotisme.

Berlin défend la pure liberté des Modernes. La démocratie peut certes dégénérer en despotisme de la majorité et la question est : jusqu'au où peut-on être gouverné ? Les Modernes s'éloignent de l'engagement. La massification dilue le poids de chacun dans le processus politique et augmente le poids de experts. Parallèlement, l'essor de la consommation de masse multiplie les attraits de la vie privée.

L'invitation de Constant est un vœu pieu car il ne remet pas en cause l'évolution de la société industrielle. Les facteurs socio-historiques se sont renforcés depuis 1819, comme l'ont déploré les partisans de la démocratie directe (Castoriadis parle de la privatisation des individus dans la société capitaliste). La sphère privée est alors réduite à une peau de chagrin et n'est plus inviolable.

### **Le sentiment de liberté dans les sociétés industrielles**

Il n'existe plus de liberté au sens libéral classique. Cet espace « inviolable » a été amputé de différentes activités, a été envahi via les médias de masse, et est surveillé de plus en plus. Cela bouleverse la vie sociale.

### ***L'élargissement des possibles et la « liberté de choisir »***

Être dépendant, c'est avoir besoin de quelqu'un ou de quelque chose, dans le sens actuel. C'est être suspendu à une entité supérieure sous l'autorité d'un autre, d'après Constant. L'indépendance, c'est non seulement se passer de besoin, mais aussi l'insubordination vis à vis d'un autorité.

La sphère privée se réduit à une sphère de repos et de consommation.

Les salariés sont doublement dépendants : des moyens de production donc du capitaliste qui les possède, et ils sont soumis à leur employeur. Par ailleurs, la consommation marchande se fait au détriment de l'auto-subsistance.

« L'émergence des médias de masse a peu à peu fait pénétrer la société au cœur même de l'espace privé, abolissant de fait cet 'impermeabilité' que les libéraux avaient érigé en critère de la liberté moderne. Grâce à eux, les puissances étatiques et capitalistes ont pu s'inviter dans chaque foyer et transformer l'intimité familiale en simple promiscuité. [...] Bref,

les médias de masse sont le cheval de Troie grâce auquel la sphère privée a été envahie par des forces sociales porteuses de normalisation culturelle. [...] La publicité et les 'relations publiques' cherchaient depuis longtemps, sans s'en cacher, à influencer les choix de consommation et les options politiques des populations. » (p. 43 et 44)

Mais c'est quoi la liberté privée ?

Les individus s'émancipent de leur communauté (famille, travail...). C'est ce que l'on a appelé l'individualisme. Mais ils sont alors insérés dans les liens du salariat et de la consommation. Le libéralisme a produit un monde administré dans lequel l'individu est écrasé par des grandes institutions, de la naissance à la mort. Dans le libéralisme, l'individualisme revendique la liberté d'entreprendre. Les firmes deviennent des fondamentaux de la vie sociale. On passe maintenant à la liberté... des entreprises qui exigent de faire ce qu'elles veulent.

La liberté a donc été vidée de son sens par les conditions matérielles du monde industriel.

« De la sphère privée bourgeoise classique, il ne reste guère plus aujourd'hui que sa base juridique : la propriété privée. » (p. 47)

### **Le sentiment de liberté dans les sociétés industrielles**

Nous sommes devenus dépendants d'institutions ayant pour objectif de nous contrôler. La notion de liberté libérale a du plomb dans l'aile. Or, beaucoup de populations occidentales se sentent libres. De quelle liberté s'agit-il ? De la participation aux décisions politiques ? Le jeu électoral est un jeu de dupe, l'expression dans la rue est réprimée. De la liberté dans la sphère privée inviolable ? On a vu qu'elle n'existait plus. Il s'agit alors de définir la liberté des post-modernes.

### ***L'élargissement des possibles et la « liberté de choisir »***

La liberté de choisir parmi un grand nombre d'activités, de produits et de services. S'ajoutent les rapports impersonnels de pouvoir. Aux époques pré-industrielles, les choix étaient plus restreints et les individus s'inscrivaient dans des communautés parfois étouffantes (familles et villages...).

Mais les rapports de pouvoir n'ont pas disparu, ils sont devenus impersonnels (du seigneur aux actionnaires). Le pouvoir devient difficile à identifier et à contester, d'autant plus à l'ère du numérique.

« Pour nous déclarer sous la coupe d'un régime autoritaire ou totalitaire, nous attendons que surgisse 'le pouvoir' sous une forme personnelle et désuète, au mieux un commercial aux dents longues qui nous fixerait méchamment en aboyant : « Abonne-toi, abonne-toi, abonne-toi ». Nous attendons qu'on nous arrache notre lecteur MP3 pour contrôler la provenance de la musique. Nous attendons d'avoir un policier en permanence sur les talons, qui crie à tue tête : « Matricule n° 43.567, je sais tout sur vous ! » En un sens, la technologie fait tout cela, mais à distance et d'une manière imperceptible. C'est une erreur de la juger à l'aune de formes classiques de domination qui s'en prennent directement à l'intégrité des individus par des injonctions coercitives. » Groupe Marcuse, *La liberté dans le coma*.

Si la « liberté négative » se définit par l'absence d'obstacle ou d'interdiction, la « liberté de choix » se définit comme étant avant tout une liberté individuelle. On exprime notre individualité en la différenciant des autres. On construit notre singularité dans la confrontation avec des opportunités toujours nouvelles. En cela on associe couramment la liberté à l'argent et à la grande ville.

Berlan s'appuie sur le sociologue Georg Simmel qui lie la liberté avec l'accroissement de la monétarisation, car l'argent permet de convertir tous les désirs en possible. De même, la liberté augmente avec l'urbanisation car les grandes villes intensifient le « vertige des possibles », à l'opposé du contrôle social des campagnes et villages. On a l'impression que virtuellement tout est possible en ville.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, cette impression s'accroît avec le développement de la consommation marchande de masse et avec le déploiement du numérique.

Cependant la doctrine néo-libérale ne fait pas consensus, du fait de son caractère inégalitaire et insatisfaisant. Il n'y a la liberté de choix que si il y a des moyens financiers, des consommateurs solvables, des salariés employables. Ce système paraît nous « délivrer » de divers désagréments liés à la vie biologique. Or il apporte autant d'espoirs que de servitudes.

« Pour comprendre de quoi il s'agit, repartons une nouvelle fois du discours de Constant en 1819. Ce texte révélateur suggère effectivement que ce qui nous fait nous sentir libre, ce n'est pas seulement la possibilité de choisir ou le caractère impersonnel des rapports de pouvoir, mais le fait d'être débarrassé, exonéré d'un certains nombres de tâches pénibles liées à notre condition d'« animaux politiques » (Aristote). Il semble que ces tâches soient de deux sortes. Soit il s'agit d'obligations politiques au sens large, liées à la pluralité humaine et à ce qui en découle : la nécessaire coexistence avec les autres, dont il est si difficile de se passer, mais qui sont tellement difficiles à supporter. Soit il s'agit d'exigences liées à notre vie matérielle et physique, c'est-à-dire à notre part animale, au fait que nous ne sommes pas de purs esprits mais des êtres vivants qui ressentent le besoin, le plaisir et la souffrance, et qui sont sujets à la maladie et à la mort. » (p. 54)

Berlan le réaffirme, le salarié-consommateur-électeur a le sentiment d'être libre car délivré de ces tâches pénibles.

### ***Être délivré des charges politiques liées à la vie sociale***

D'après Constant, puisque la liberté des Modernes se déploie dans la sphère privée (espace des possibles) les affaires publiques sont vécues comme un fardeau qui prennent du temps et empêchent de s'adonner aux plaisirs. Par le système représentatif, la société se décharge sur quelques individus de cette corvée.

Pour Berlin, la liberté négative assure que rien ni personne ne sera un obstacle dans l'espace privé inviolable. D'où le lien avec la propriété privée qui permet un plein pouvoir sur ce que l'on possède.

La volonté d'être délivrée de la politique marque la pensée occidentale depuis l'antiquité. Les citoyens antiques valorisaient l'engagement politique ce qui n'étaient pas le cas des philosophes antiques pour qui l'abstention de la politique était une condition pour l'accès à la vie contemplative.

Avec le christianisme, la liberté devient centrale sous forme de libre arbitre (capacité de choisir). La croyance dans l'au-delà permet de délaissier les affaires publiques pour se consacrer à son salut.

Dès lors, la politique n'est compatible avec la liberté que pour autant qu'elle garantit la possibilité de se libérer de la politique. Le politique se centre alors sur la sécurité des jouissances privées.

Les socialistes valorisaient l'engagement et la lutte politique. Il s'agissait de remplacer la politique (concernant tous les citoyens) par la gestion (ne concernant que les experts) scientifiques de la société : Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, ou Norbert Wiener, fondateur de la cybernétique voulant créer un monde meilleur et harmonieux. Là encore le groupe Marcuse avertit des risques d'un monde sans contact et de l'utopie de la pacification par le numérique.

### ***Être délivré du fardeau matériel de la vie quotidienne***

Pour les Modernes, le bourgeois libéral qui réservait la pleine citoyenneté aux propriétaires seuls à même de disposer de loisir, de lumières et d'indépendance, ne veut pas faire de politique car il aspire au repos et à la jouissance. Jouissance étant ici celle de l'ensemble des satisfactions, c'est le maître-mot de Constant pour définir la civilisation.

Cependant, « le désir de délivrance n'a manifestement pas cessé de se renforcer depuis. L'avènement de la société de consommation peut être compris comme une extension des formes de délivrance matérielle réservées jusque-là aux couches supérieures de la société : la consommation de masse permet de faire accéder une partie croissante de la population à l'aisance et aux jouissances bourgeoises. » (p. 64)

Au XXI<sup>e</sup> siècle, les outils numériques nous donnent un sentiment de liberté. Les formalités numériques libèrent l'individu, permet de gagner du temps (drive) et semble nous délivrer de notre corporéité et de notre individualité. Si nous persistons à nous sentir libres, c'est que le système industriel et technologique nous procure cette délivrance.

« Un des buts de ce livre est de se demander comment sortir de cette conception orwellienne où la liberté (des uns) repose sur l'esclavage (des autres). Arendt a eu le mérite de dénoncer la volonté de se délivrer de la politique, telle qu'elle traverse la pensée occidentale depuis l'avènement du christianisme. Mais elle ne songeait pas à mettre en question la volonté de se délivrer des tâches matérielles du quotidien, que l'Occident moderne a hérité de l'Antiquité gréco-romaine. [...] En particulier, la délivrance matérielle doit retenir notre attention, car elle fait le trait d'union entre des visions aussi différentes que celles de Constant, Marx, Arendt et Aristote. Aujourd'hui, il est temps de questionner cet impensé et de retrouver les traces, dans notre histoire, d'autres visions de la liberté. » (p. 66 et 67)

### Commentaires:

*Son argument principal : à trop chercher à « nous » libérer des contingences matérielles, voyez où cela nous a menés : à une catastrophe sociale et environnementale. L'éloge de l'effort pour devenir autonome, effort collectif certes, n'est pas très loin du prêche religieux et de la religion du travail.*

*Cet éloge va prendre tout son sens dans la troisième partie « positive », car il s'agit bien de retrouver le sens de l'effort voire du sacrifice quand il faudra combiner l'autonomie matérielle à la lutte contre les institutions capitalistes. Pour faire admettre cette piste de lecture et de démonstration, Berlan parle de la dépendance à la technologie qui fait croire à une liberté illusoire.*

*L'argument d'évidence « ce n'est donc pas la bonne solution » barre toutes bifurcations possibles sur les cheminements historiques.*

*Encore une fois, c'est une analyse philosophique des discours de gens plus ou moins reconnus et choisis par l'auteur. Face à ces intellectuels, Berlan oppose « les gens » ou « la plus grande partie de la population occidentale ». Il formule alors des impressions généralistes qui effacent les diversités et les antagonismes de situation de classe.*

*« Infamante » est l'étiquette que Marx a attribué au socialisme utopique, mais Berlan peut faire l'éloge d'un genre de « robinsonnade » du pain cuit au feu de bois avec les voisins, avec la nuance qu'il disqualifie toute forme d'autarcie et mentionne la nécessité de la lutte collective. Mais les solutions préconisées ne sont encore une fois pas à la hauteur des enjeux et des rapports de force.*

*Il peut y avoir d'autres explications à l'anomie des « masses » que le refuge devant un écran plat, autrement dit le fantasme de la délivrance.*

*Donc, si Berlan s'attaque au fantasme de la délivrance tant concernant les affaires publiques que les nécessités matérielles de la vie quotidienne, c'est qu'il veut en arriver à*

*l'exhortation d'un engagement politique et d'une autonomisation matérielle pour amorcer une solution à la catastrophe décrite dès l'introduction.*

*Berlan critique la conception de 'liberté libérale' parce qu'elle est individuelle. Mais les Lumières mettent en avant cette dimension (cf. Kant : « Ose penser »), pour s'émanciper des dogmes. Il reprend pourtant ailleurs cette injonction, en la mettant au service de la quête d'autonomie matérielle et politique. Mais quid de la dimension intellectuelle de l'autonomie vis à vis des professionnel-les de la production culturelle et symbolique ?*

*Il y aurait bien d'autres conceptions de liberté pour donner un panorama non tronqué de ce libéralisme bourgeois :*

*« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. » Mikhaïl Bakounine*

*La liberté est un champ de bataille idéologique. Berlan fait un choix sérieux d'auteurs sérieux pour construire son argumentation. On pourrait en prendre d'autres, tout aussi 'progressistes', qui déconstruiraient cette argumentation.*

*Le capitalisme ne se réduit pas à cette production industrielle de masse. La marchandise a aussi une autre face : la valeur. Notion caduque dans les milieux militants du moment, bien qu'elle soit nécessaire pour comprendre les mécanismes à l'œuvre.*

*La « valeur travail » (p. 89) ne peut pas être considérée comme un équivalent de la « valeur ». La valeur travail est un élément de la religion du capital, de l'idéologie dominante comme des groupes organisés pour s'y attaquer : la valeur du travail... révolutionnaire !*

*L'argent ne peut pas non plus être considéré comme l'équivalent du capital car il est susceptible de se métamorphoser (argent/marchandise/moyen de production/travail...). Avant le capitalisme, l'argent existait mais n'avait pas cette capacité de métamorphose.*

*Autre conséquence, Berlan confond des rapports sociaux différents : 'acheter des marchandises', ce n'est pas pareil que 'acheter du temps de travail' (p.87). Seul, l'achat de la force de travail permet de faire produire un sur-travail, source du profit.*

*Autre amalgame qui trouble la réflexion, il fait un jeu de mot entre la 'commande' qu'on fait vis-à-vis d'un subordonné, ou en temps que donneur d'ordre dans une relation commerciale et la commande numérique à la machine (p.88). Cela permet à Berlan de faire glisser ses lecteurs et lectrices d'un rapport non hiérarchique (commander un repas dans un resto) à une critique de la technoscience.*

## Chapitre 2 : Le projet d'émancipation pris au piège du fantasme de délivrance

L'émancipation s'oppose ici au libéralisme.

Pour le socialisme aussi, le fantasme de la délivrance joue un rôle, mais a contrario du libéralisme qui réserve cette délivrance à des privilégiés, les socialistes veulent une liberté réelle pour tout le monde. Par contre socialisme et libéralisme se rejoignent dans la même foi dans le développement technologique.

Le terme de délivrance se retrouve sous la plume des Modernes en tant qu'abolition de toutes contraintes, être débarrassé de ce qui pèse. Pour les religions, délivrer quelqu'un d'une possession s'apparente à un exorcisme. C'est différent du terme rédemption qui veut dire le salut après la mort. La quête de la délivrance n'est pas l'apanage des religions, elle est aussi au cœur de la pensée scientifique dans le fait qu'elle cherche à dépasser les limites de la condition humaine.

« Dernier avatar de ces promesses techno-scientifiques, le transhumanisme annonce (deux mille ans après le christ) la 'mort de la mort'. Bref, le Progrès est vecteur de délivrance. Voilà pourquoi cette notion me semble appropriée pour désigner ce qui constitue le fond commun de la 'liberté privée' et de 'l'émancipation', au sens large et vague que ce terme a pris dans le monde moderne. » (p. 72)

Quant à l'émancipation, elle est une notion du droit romain (le père renonce à l'autorité sur son fils) puis au Moyen Age, elle désigne un processus actif : s'émanciper soi-même ou pour des groupes entiers (juifs, femmes, etc.). Au XVII<sup>e</sup> siècle, elle est étendue au champ cognitif et social (s'émanciper de la superstition et des traditions). Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle désigne le mouvement de l'histoire mâtinée de progrès. A l'heure actuelle, elle est un marqueur politique, l'étendard de la gauche.

« Comment comprendre l'aspiration à dépasser la condition humaine qui fait le trait d'union entre maintes religions et les doctrines laïques qui s'en sont moquées ? Comment se fait-il que, sous la forme du désir de dépasser la nécessité, elle soit partagée par des Anciens et des Modernes, qu'ils soient libéraux, socialistes ou anarchistes ? Ce désir n'est-il pas au fondement du capitalisme, qui prospère en nous délivrant de certaines tâches et en nous proposant sans cesse de nouvelles commodités ? N'est-ce pas lui qui a conduit tant de partisans de l'émancipation à faire le jeu du développement industriel qui menace désormais notre avenir. » (p. 73)

### Dépasser la condition terrestre : la quête religieuse de délivrance

Dans la tradition judéo-chrétienne qui a marqué l'Occident, à travers un peuple réduit à l'esclavage puis déporté, le terme délivrance désigne l'affranchissement des esclaves. Puis dans le Nouveau Testament, elle désigne le rachat des péchés à titre individuel. « Délivrez nous du mal », dernière parole du Pater Noster.

La vie terrestre est définie par la malédiction prononcée par dieu à l'encontre d'Eve : destinée à la souffrance, au travail, à la mort et plongée dans les conflits et la violence. On retrouve ces mythes de l'Age d'Or chez les grecs antiques, le mythe de la fontaine de Jouvence et le mythe de la « terre sans mal » des Tupi Guarani.

### *Délivrance et refus religieux du monde*

Selon Max Weber, la délivrance signifie la libération de la misère et des souffrances. C'est un motif trans-culturel car il s'enracine dans l'expérience universelle de la souffrance des populations dominées et du non-sens de la vie dans un monde imparfait. Toute quête de délivrance est sous-tendue par une analyse négative du monde.

Le rejet du monde conduit à la volonté de s'arracher à toute vie sociale pour accéder à l'esprit et se rapprocher des divinités.

Pour Weber, le bouddhisme est « la forme la plus radicale d'aspiration à la délivrance ». Le grand renoncement au monde mène à la méditation, Bouddha a atteint l'éveil : pour se délivrer de toute souffrance, il faut se délivrer de toute soif de vivre. Ainsi, l'on atteindra le repos divin, le nirvana.

### ***Les voies spirituelles et temporelles de la quête de délivrance***

La quête de délivrance témoigne d'un rapport torturé à la vie, d'une insatisfaction existentielle. Plus les attentes sont élevées, plus la déception est intense. Plus on rejette alors le monde, et plus on veut être délivré de la vie qu'on y mène.

« La force des religions est d'avoir proposé des méthodes spirituelles pour délivrer les humains du désir insatiable de réaliser ces fantasmes ici-bas, au risque de rendre insupportable la condition terrestre. Elles ont apporté à leurs adeptes sinon la béatitude, du moins des formes de sérénité permettant de se réconcilier avec la fatalité – *l'amor fati* – justement n'en déplaise à Nietzsche. » (p. 80)

Toutes les méthodes religieuses ne sont pas mortifères, elles peuvent être rassurantes : contemplation, méditation, etc.

Mais c'est désormais par les voies temporelles, et non spirituelles que l'homme moderne entend s'émanciper de la religion. En particulier, par la techno-science. Les insatisfactions modernes incitent à se tourner fasciné vers les promesses miraculeuses de la science.

« Ce faisant, on reproduit l'erreur fondamentalement conservatrice des religions (et de Nietzsche) qui, dans la doctrine de *l'amor fati*, n'ont pas su distinguer les maux qui relèvent de la condition terrestre et ne peuvent être dépassés sans renforcer la domination et l'inégalité sociale, des maux qui résultent des conditions sociales et politiques, c'est-à-dire des formes historiques de domination qui n'ont pas existé tout le temps. En détournant de la lutte contre ces problèmes socio-politiques, la croyance au Progrès par la techno-science a rempli à l'époque moderne la même fonction que les religions : faire patienter les exploités en les abreuvant de promesses illusoire quant à 'l'avenir radieux' qui les attendrait. » (p. 81)

### **Délivrance matérielle et domination sociale en Occident**

Les puissants ont toujours eu le fantasme de la délivrance des nécessités de la vie terrestre. C'est le fond commun de la conception philosophique de la liberté. Il y a deux voies. La première est celle du détachement, c'est-à-dire la réduction des nécessités terrestres. Cela pousse à prendre ses distances avec le monde mais il y a des limites : cela demande un effort spirituel, un travail sur soi et il reste toujours des besoins incompressibles. Cette voie mène plus au soulagement qu'à la délivrance.

La deuxième voie est de se défausser sur les autres des efforts nécessaires. Cela mène à la domination sociale. Faire faire, c'est-à-dire ordonner d'agir à sa place, nécessite une violence déléguée à d'autres ou naturalisée.

Cette séparation entre dirigeants et exécutants peut se faire par voie despotique (les armes), par voie libérale et impersonnelle (par le marché) ou par voie techno-scientifique.

## ***La voie despotique de la délivrance matérielle : asservir des êtres désarmés***

Les sociétés ont usé de l'esclavage (« instruments animés » selon Aristote, « bien meuble » selon le Code noir) ; par le servage médiéval ou par le patriarcat.

## ***La voie libérale de la délivrance matérielle : mettre les pauvres au travail***

La nouvelle classe dominante a développé des méthodes plus subtiles, plus rentables. Il s'agit d'exploiter le travail des autres sans s'appropriier leur vie et leur corps.

Le schéma : marché / salariat / concurrence / capital est une condition de l'installation de l'inégalité des richesses. L'argent devient un équivalent pour s'approprier travail et marchandises.

Le pouvoir devient impersonnel. C'est une classe par rapport à la classe des pauvres.

La richesse permet de se délivrer du travail par trois manières : l'achat de la production du travail d'autrui sur le marché sans rapport hiérarchique (client / fournisseur) ; l'achat du temps de travail d'autrui avec subordination formelle (salarié / patron) ; et être donneur d'ordre en ce qui concerne le produit fini.

La bourgeoisie a comme spécificité de classe de valoriser le travail, d'avoir façonné la « valeur travail ». Pour autant, elle n'a pas rompu avec le fantasme de délivrance, c'est-à-dire de se débarrasser du travail pénible sur les autres au profit d'un travail intellectuel plus réjouissant.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le mot travail englobe désormais tous les termes ayant distingué les différentes activités dans les périodes antérieures.

« C'est la conséquence de l'économie marchande, qui rend toutes les activités commensurables dans la mesure où elles s'échangent contre de l'argent. Mais en les mettant toutes en équivalence, la catégorie 'travail' occulte le fait qu'elles ne sont pas toutes équivalentes, ne serait-ce que parce qu'elles ne sont pas toutes également appréciées, ni aussi bien payées. » (p. 90)

Dans le même temps, la bourgeoisie laisse entendre qu'elle mérite ses privilèges et non qu'ils sont dus au système d'échange marchand. Elle donne une valeur éthique à la vente de soi (autrefois indigne d'un homme libre) et justifie ainsi l'exploitation du travail rémunéré (mise au travail d'autrui).

Comment y arrive-t-elle ? Premièrement, en appauvrissant les autres pour pousser les pauvres à travailler. Puis, en s'appuyant sur la violence d'État pour garantir ce dispositif de délivrance : loi drastique contre les vagabonds, création de work shops, etc. Parallèlement, le travail est payé d'un salaire de misère, les besoins sont créés artificiellement.

La fiscalité monétaire consiste à imposer par la force des armes des prélèvements obligatoires en argent.

« Un exemple particulièrement perfide du rôle de la fiscalité pour forcer au salariat est 'l'impôt moralisateur' mis en place par le général Gallieni à Madagascar afin d'inculquer la 'morale du travail' aux indigènes. Pour aider les colons à trouver de la main d'œuvre, les autorités françaises mirent en place en 1901 un impôt par tête à payer en argent peu après les moissons, ce qui forçait les paysans malgaches à vendre une partie de leur récolte au moment où les prix étaient les plus bas. Mais au moment de la soudure, juste avant les moissons suivantes, ceux dont les réserves étaient terminées devaient racheter de quoi manger alors que les prix étaient au plus haut. Pour ce faire, il leur fallait vendre leur force de travail aux patrons des plantations, ou entrer dans la spirale de l'endettement. » (p. 92, exemple tiré du livre de David Graeber, *Dettes, 5 000 ans d'histoire*)

Selon Marx, c'est par un processus de dépossession active qu'est naît le capitalisme, par la privation de l'accès à des ressources (enclosures, terres brûlées) ou par un accès payant (lots), la suppression de l'assistance aux pauvres.

L'arme de la démographie est aussi utilisé pour obliger les pauvres : faire en sorte que la population croisse plus que la disponibilité des ressources. Sylvia Federici parle alors de lutte contre la contraception, de chasse aux sorcières.

Dernière manière d'imposer son pouvoir : inoculer des désirs qui ne peuvent assouvis qu'en passant par l'argent.

La liberté libérale devient la richesse et est associée à la notion de propriété.

« La formule-clé de la liberté libérale n'est pas le « laisser faire » mais le « faire faire ». Dire que la liberté consiste à « faire ce qu'on veut » masque le fait qu'en pratique cela suppose de *faire faire aux autres ce qu'on ne veut pas faire soi-même*. [...] C'est précisément ce que permet l'argent à ceux qui en ont, sans qu'ils aient à employer la force physique : l'État s'en charge en mettant en place les conditions macro-économiques de la délivrance par le marché. » (p. 95)

### ***La voie techno-scientifique de la délivrance matérielle : dominer la nature***

Dans cette voie, la science permet de comprendre les forces de la nature et la technique permet d'inventer les moyens d'utiliser les machines. Cette voie permet l'illusion d'un mode de vie reposant sur des idéaux humanistes. Cela explique l'enthousiasme des intellectuels pour apaiser une mauvaise conscience, en tant que bénéficiaires de ce système.

Déjà Descartes (*Discours de la méthode*, 1637) parle d'artifices pour jouir des fruits de la terre sans peine et de rendre l'homme « comme maître et possesseur de la nature ».

Autre figure fondatrice de la science : Bacon (1620) aspire à une science opératoire qui dotera la vie humaine de richesses et vaincra les misères. Certes, mais dans la vie courante, Bacon en tant que chancelier contribue aux enclosures et aux chasses aux sorcières. A noter que Hobbes (« L'homme est un loup pour l'homme ») fut son secrétaire.

Ainsi, la déférence vis à vis de la science s'explique par la promesse de délivrer les hommes des limites et conditions terrestres. Il s'agit alors d'accroître notre puissance sur la nature. Les progrès du savoir entraînent les progrès techniques, ce qui doit aboutir au progrès social puis politique.

Le progrès devient une consolation, un processus d'amélioration infinie, son horizon est la délivrance ici-bas (bien que cette idéologie puisse être comparée à l'histoire sainte, cette dernière remarque la distingue de la religion).

La nouvelle problématique de la liberté est dépolitisée, c'est-à-dire qu'elle gomme la différence entre les groupes humains ; elle devient un horizon pour l'humanité. L'émancipation est le processus qui conduit à cette liberté.

Puisque toute contrainte est liberticide, la technique devient émancipatrice car elle repousse ces contraintes.

### **Le rêve industriel de la délivrance et les mirages de l'émancipation**

La technoscience fait miroiter le dépassement de l'oppression (par le report de l'exploitation sur les machines). Elle fait rêver de surmonter la souffrance, la maladie et la mort... de tous les hommes.

Avec l'industrialisation, le croyance dans le progrès grâce à la science se diffuse massivement. En attendant, les conditions des classes laborieuses empirent, le pouvoir du marché devient énorme et impersonnel. C'est un bouleversement comparable à 1789 : c'est la 'révolution industrielle', le mode de production capitaliste.

Les 'humains' (*et non les ouvriers ?*), subordonnés aux industriels qui poussent à la productivité, caresse l'espoir d'une réduction du travail, voire de l'abolition du salariat.

### ***Industrialisme, machinisme et paupérisation : le mythe de la délivrance technoscientifique***

L'émancipation sociale est alors associée aux progrès technoscientifiques.

St Simon (1820) enlise ses partisans dans les ornières de l'industrialisme : par l'exploitation de la nature, en écartant les oisifs au profit de ceux qui travaillent (ouvriers, mais aussi patrons et banquiers). La nouvelle société reposera sur l'association (horizontale) entre le savant, l'entrepreneur et l'ouvrier. Le paradis céleste récompensera tous les travailleurs qui auront contribué à l'essor de l'espèce humaine.

Première révolution industrielle (machine à vapeur, charbon et mule-jenny, métier à tisser mécanique). Les 'humains' augmentent ainsi leurs capacités de transformer le monde.

L'industrialisation implique un début, timide, de la consommation de masse, en mettant sur le marché des cotonnades bon marché et colorées... si on a de l'argent pour se les payer.

Pour autant, le machinisme ne met pas un terme à l'esclavage : il en a renouvelé les modalités, il généralise le salariat.

« La délivrance par l'industrie suppose la dépendance à l'égard de l'argent, donc à l'égard du travail rémunéré : il va falloir (se) vendre pour en bénéficier. » (p. 107/108)

De plus, les machines mettent bien des ouvriers au chômage, et permettent l'exploitation des femmes et des enfants (armée de réserve et baisse du coût de travail). Les machines ne libèrent pas les ouvriers du travail, mais le capital de la résistance du travail (en matant les ouvriers rebelles).

L'industrialisation n'a profité qu'aux riches, déjà délivrés des misères quotidiennes. Le machinisme a « désencastré » l'économie du reste de la société (Polanyi). (p. 110)

### ***Marxisme, productivisme et bureaucratie : l'illusion d'une société industrielle sans classe***

Au 19ème, le paupérisme atteint les ouvriers qui triment sans relâche. Pour les socialistes, la question sociale implique de réguler l'économie de marché, pour le bien commun.

Pour Marx, le paupérisme ne provient pas du machinisme, mais de l'extraction de la plus-value par la nouvelle classe dirigeante. Au contraire, le machinisme pose les bases d'une émancipation sociale. « On ne peut abolir l'esclavage sans la machine à vapeur » (Marx). Il se positionne contre les luddites : il faut distinguer les machines d'avec la manière dont les patrons s'en servent.

Le développement des forces productives amèneront le dépassement du capitalisme (abolition de la propriété privée des moyens de production).

Le marxisme dialectique pose problème : elle repose sur un acte de foi dans le progrès. Cela permet de tout justifier.

Un simple changement de régime de propriété ne signifie qu'un changement de dirigeants, puisque le processus industriel nécessitera toujours des ingénieurs, donc une division du travail. Ingénieurs qui, bien qu'ils soient salariés, se positionnent du côté de la bourgeoisie, par les intérêts qu'ils défendent et leur culture.

Le capitalisme repose autant sur les capitaux des bourgeois que sur la science des ingénieurs. Le capitalisme nécessite la collaboration des « cols blancs ».

« On comprend alors pourquoi la voie technoscientifique de délivrance ne pouvait être qu'illusoire dans ses prétentions universelles. Elle repose sur une organisation industrielle, dont le fonctionnement et l'essor sont impossibles sans la division du travail et la domination de classe qui va avec. En théorie la voie technoscientifique de la délivrance passe par l'appropriation des forces de la nature, pour leur *faire faire* de dont on a besoin, non par l'exploitation d'autrui. Mais en pratique, elle suppose du travail, d'une pénibilité souvent infernale, dans les mines, les plantations et les usines. Historiquement, elle a toujours reposé sur l'appropriation de forces humaines, que ce soit sous la forme d'esclaves (en dehors de l'Occident) ou de prolétaires – ou des deux. Elle a donc toujours eu une dimension politique, supposant des formes de violence directes ou indirectes afin de disposer des masses de travailleurs dépossédés qu'il faut pour exécuter *les basses œuvres du Progrès*. » (p. 114/115)

### ***Fordisme, keynésianisme et consommation de masse : la face cachée de l'abondance***

L'essor de la société de consommation et du temps libre n'est pas une autre société que la société industrielle du 19<sup>ème</sup>. L'augmentation de la productivité du travail bouleverse la société : les classes populaires accèdent aux biens de masse pour combler leurs besoins.

La classe moyenne des employés n'a cessé de croître, et le niveau de vie des classes laborieuses s'est élevé tout au long du 20<sup>ème</sup>. Grâce à l'électricité, il suffit d'appuyer sur un bouton pour faire exécuter les tâches fastidieuses par des machines.

« La délivrance par l'abondance a dominé l'imaginaire du 20<sup>ème</sup>, au point de passer pour le contenu de la liberté. » (p. 117)

On considère que cette élévation du niveau de vie a été conquise de haute main par le mouvement socialiste et les luttes ouvrières. De fait, le capitalisme a rétrocédé aux classes laborieuses une part des profits sous la forme frelatée des marchandises industrielles. Le capitalisme industriel pousse à une production sans fin, d'autre part, la concurrence entre capitalistes aboutit à une réduction des salaires. D'où des crises de surproduction, faillites, chômages, contestations sociales. La rétrocession d'une partie de la plus-value a eu pour but de faire éponger les surplus de marchandises : ce fut le consumérisme, le fordisme (bien payer les ouvriers pour qu'ils achètent les voitures de l'entreprise). Cela a coupé l'herbe sous le pied des socialistes.

Keynes prônait l'intervention de l'État pour stimuler la demande. Le capitalisme régulé se chargerait de faire accéder l'humanité à l'abondance. A une seule condition : l'abondance énergétique reposant sur l'énergie fossile qui permettait d'immenses possibilités de profits.

Mais de nos jours, on doit dépenser de plus en plus d'énergie pour en avoir de moins en moins (de moins en moins accessible et/ou rentable). Cela remet en cause les modes de vie qui y sont liés. On vit de nos jours les prémices du cauchemar climatique. Aujourd'hui, l'abondance nécessite le recours sans limites aux énergies fossiles.

« Le problème écologique fondamental est cette fuite en avant qui, déjà problématique en elle-même (du fait de l'impact de toutes consommations d'énergie), l'est d'autant plus qu'elle rend possible toutes les autres prédatons, en démultipliant nos capacités d'action. » (p. 120)

NB : *énergie* vient de *ergon*, en grec *travail* dans le sens de dépense d'énergie. A donné *ergonomie*.

Notre sécurité énergétique (renouvelable) vient essentiellement des pays du Sud (extraction des terres rares, agrocarburant).

Il ne faut pas se leurrer, le travail devient de plus en plus pénible. La mondialisation permet maintenant de se débarrasser de la pénibilité du travail sur les pauvres des pays du Sud (division mondiale du travail qui n'est pas nouvelle : esclavagisme et colonialisme)

« La délivrance par l'abondance a donc une dimension esclavagiste, au sens d'un esclavage géopolitique qui passe par la division néocoloniale du travail ; cette dernière a été mise en place par l'oligarchie capitaliste pour faire produire 'loin des yeux, loin du cœur' une grande partie des biens dont elle abreuve les masses, à la fois pour mieux les contrôler et faire plus d'argent. » (p. 122)

Le développement est devenue l'idéologie officielle de l'Occident, après la Deuxième Guerre Mondiale : soulager la souffrance des pays sous-développés (discours de Truman). L'humanité se libérerait de la misère par l'industrie, le progrès et le développement.

Dans la réalité, les pays du Sud ont été de plus en plus dépendants des pays du Nord.

« La fascination de la gauche pour le progrès industriel lui fait perdre de vue que cette 'marchandisation du monde ' a commencé avec celle de nos conditions d'existence, c'est-à-dire avec l'essor de la consommation qu'elle a défendue comme une libération. » (p. 124)

La colonisation a aussi été intérieure : prise en main des classes populaires : finis l'autoproduction, l'artisanat ou l'échange local. Par quels moyens ? La publicité, le crédit à la consommation, l'imposition de normes dissuadant de faire par soi-même. C'est-à-dire par la transformation des modes de vie, acceptées et même désirées comme libérant des contraintes, à l'instar des classes supérieures.

Mais c'est une vie où tout passe par l'argent qui permet de tout faire faire. L'individu doit donc devenir travailleur, pire travailleur-consommateur. Nous sommes impuissants face à la méga-machine capitaliste en nous en rendant dépendants (notamment des grands réseaux : électrique, numérique, transports).

Les classes dirigeantes contrôlant aussi l'État ont en main le pouvoir policier comme le pouvoir nourricier. (p. 127)

### ***Du règne de la nécessité au règne de la liberté : Marx, Mao, Marcuse et consorts***

De la formule du premier chancelier social-démocrate d'Allemagne, Friedrich Ebert, en 1918 : « *Le socialisme, c'est travailler beaucoup* » au graffiti de Guy Debord en 1953 : « *Ne travaillez jamais.* »

Marx imagine que l'automatisation de la production signifierait l'écroulement de la production marchande. Les individus, grâce au temps libéré, pourraient se consacrer à leur formation.

Pour les situationnistes, on allait enfin dépasser la scission entre art et vie quotidienne. Ces thèses étaient l'expression des désirs de délivrance, non d'une analyse lucide.

Dans le cadre 'industriel', la liberté ne découle pas de l'abolition du travail (l'aliénation), mais de la diminution du temps de travail (aliéné) et de la productivité. (livre 3 du Capital) Cela suppose toujours une division du travail.

Mao lance le Grand Bon en Avant, vers l'industrialisation au détriment de la production de subsistance. Ce qui provoquera des famines monstrueuses.

L'extrême gauche est magnétisée par le désir d'alléger les conditions de vie jusqu'à l'apesanteur. (p. 130)

Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, 1964 : le développement est canalisé par la prise en charge des besoins et des désirs. Le progrès quantitatif (augmentation de la production) empêche tout changement qualitatif (fin de l'oppression). Mais la liberté est identifiée au dépassement de la nécessité, la technologie est malgré tout libératrice. C'est la base technique qui a rendu possible la satisfaction des besoins et fera disparaître la pénibilité du travail.

Gorz, 1970. se rapproche d'Illich : « *sans changement des outils, le changement de société restera formelle et illusoire.* » Dès 1980, *Les chemins du paradis, l'agonie du capital*, il retombe dans 'les ornières marxistes' du rêve de la délivrance par la technologie (les TIC). La dématérialisation permise par le numérique permettrait une liberté plus grande.

Negri et Hart ne se posent pas non plus la question des impacts environnementaux et sociaux de l'internet.

Dans *Métamorphoses du travail*, 1988, Gorz revient sur l'utopie industrialiste qui n'a pas mené à la délivrance. Il faut donc changer d'utopie. D'où une réflexion sur le travail hétéronome, accompli en vu de son échange marchand. Le cœur en est le travail industriel qui ne peut être réformé par l'autogestion des travailleurs. Il faut revaloriser le travail autonome. La liberté s'opposant à la nécessité (Marx), il défend l'autonomie des groupes capables de se prendre en charge. Cependant l'autonomie ne s'oppose pas à l'hétéronomie industrielle, elle est son complément.

Pourquoi ces deux penseurs qui ont vu que le progrès industriel menait au désastre, n'ont-ils pas pu se délivrer du fantasme industrialiste de la délivrance ? N'y a-t-il pas quelque chose dans la condition intellectuelle qui suscite une fascination pour cette idéologie de la délivrance?

### **Un imaginaire aristocratique, scolastique et nihiliste**

La quête de délivrance matérielle, on vient de le voir, est quasi universelle. Cela veut-il dire qu'elle est spontanée et innée, voire naturelle ?

Il est plaisant de faire les choses soi-même, même si cela demande des efforts. Le plaisir des uns (faire de la musique) est un travail pour un musicien professionnel, un loisir pour un paysan.

Dans une société en castes ou classes, il y a une division sociale du travail. Une hiérarchie des tâches du travail est alors constituée. Les dominants se sont exonérés des travaux pénibles et se sont constitués en classe de loisir. Cela semble appuyer la thèse de l'universalité de cette quête.

Pour conserver ses privilèges, il faut être en position de force, de force armée. Les aristocrates se sont donc tournés vers les armes. Il se sont alors défaussés des autres activités quotidiennes dont ils ont pourtant besoin, dont le 'négoce' : de *neg-ocium* : la négation du loisir (*ocium*). Ou l'élevage des enfants et les tâches domestiques, dévalorisés et délaissés aux femmes.

Les valeurs des dominants tendent à devenir des valeurs dominantes : les non privilégiés intériorisent les valeurs dominantes pour s'identifier aux privilégiés, d'autant que les dominants disposent des moyens de diffuser leurs valeurs. La plupart des théoriciens (socialistes, de gauche) sont issus des classes dominantes : ils veulent bien être les porte-parole des ouvriers, mais pas partager leurs conditions matérielles.

Le mépris pour ces valeurs est la condition sine qua non pour la révolte qui n'aboutisse pas à une domination plus insidieuse.

Le travail politique et intellectuel nécessite d'être délivré des tâches matérielles. Sinon, c'est plus lent. La *skholê* (le temps libre) nécessite la délivrance des nécessités matérielles de la vie. Les intellectuels, surtout professionnels, aspirent donc à cette délivrance, et comme ils font partie de la classe dominante, en général, cette aspiration peut être définie comme un 'imaginaire aristocratique et scolastique' de la liberté.

Ils ne peuvent la remettre en question sans se questionner sur leurs privilèges de classe et les injustices sociales qui vont avec. Ils ont intérêt à la fausse conscience (pour se donner bonne conscience).

Les intellectuels de gauche sont les seuls qui peuvent faire croire qu'une délivrance universelle soit possible. En particulier par la technoscience. Attention, ce n'est pas de l'anti-intellectualisme, même « si j'ai fait dérailler ma carrière », je reste un intellectuel (de gauche) par goût mais aussi pour gagner un peu d'argent, précise Berlan. (p. 139)

Mais ils « ont voulu démocratiser une conception anti-démocratique de la liberté, sous-jacente au libéralisme. » (p. 140) Il y a un manque d'auto-réflexion critique qui a biaisé leurs analyses. « Leurs promesses de délivrance universelle ne sont pas remplies. » (p. 140)

Plus encore, ces promesses délirantes aboutissent à un mode de vie catastrophique, hors sol, dans un cockpit high-tech.

Elles poussent à la tentation du nihilisme, avec les moyens d'anéantir le monde.

### Commentaires :

*On a un peu l'impression d'une morale du travail (goût de l'effort) que les bourgeois ne réfuteraient pas.*

*Dans le monde capitaliste, la division sociale du travail se retrouve aussi dans les armées : ne meurent pas n'importe qui au champ de bataille. Et même au Moyen-Age.*

*Il confond, dans tout le texte, le discours idéologique et la réalité. On en arrive à se demander si ce 'fantasme de délivrance' n'est pas le produit de l'imagination de Berlan qui lui permet de dérouler son argumentation, jusqu'à justifier ses choix de vie. Se délivrer du monde capitaliste (la ville, le salariat, la consommation) se formule ainsi : refuser d'être délivré des tâches matérielles (redimensionner de manière réaliste aux seuls domaines de l'alimentation, de l'habitat, du soin) pour s'adonner librement au travail politique et intellectuel, qui permet en définitive cette délivrance pour soi et ses proches vis à vis du reste du monde social. Un jeu habile sur les échelles.*

*Pourquoi ne voudrait-il pas que tout le monde soit délivré de ces tâches harassantes et puisse bénéficier de la skolé, de ce loisir intellectuel. La réponse est nette : la catastrophe socio-environnementale rend cette hypothèse obsolète. Abolition des privilèges des un-es ou accession aux privilèges pour tou-tes ?*

*La crise écologique interdit de nos jours une émancipation réelle (égalité sociale). Cette écologie politique tronquée peut être qualifiée de 'contre-révolutionnaire', parce qu'elle ne rend plus pensable ce qui a constitué le fond de commerce des socialistes, leur « produit d'appel ». Aussi bien du côté des dominant-es (intégration de l'écologie et verdissement de la question sociale) que du côté des dissident-es, en disqualifiant toute possibilité d'en finir avec le labeur, mais pas le labeur politique. Il va falloir travailler, et faire travailler, pour changer le monde ! C'est la véritable valeur d'usage de l'écologisme : la fin de la croyance dans le règne de l'abondance à venir trouve là un substitut bien venu. Mobiliser les masses se fait désormais en instrumentalisant les crises environnementales présentes et à venir.*

*De plus, la science (terme monolithique) ne mènerait qu'au désastre. Mais, est-ce un problème insoluble (les déchets radioactifs, il faut faire avec, idem pour les nanos qui se baladent) ?*

*La révolution russe a viré à l'exploitation des ouvriers parce que les intellectuels révolutionnaires avaient une vue biaisée du fait de la non remise en cause de leurs privilèges d'intellos, ou est-ce plus compliqué ?*

*Berlan compare la science à la religion. De ce fait, il prend au sérieux le discours philosophique mais en même temps les délires trans-humanistes.*

*Il existe d'autres explications que le désir de délivrance des dominant-es, puis des dominé-es, pour motiver la mise en place de l'exploitation sociale. Marx parle de recherche du profit pour le profit, par exemple. La délivrance n'étant alors, et pour quelques uns, que la conséquence.*

*Berlan doit évacuer ce rêve d'émancipation et d'abondance promis par le marxisme : de cette doctrine, il ne prend en considération que le développement des forces productives et le prolétariat, acteur de ce processus qui sont deux marqueurs de cette spéculation. Or voyez : le développement des forces productives a mené au désastre environnemental. Quant au prolétariat, c'est le complice objectif de ce désastre. Il faut donc aborder ces questions d'une autre manière. En actant de l'échec de cette doctrine, il pourra proposer une autre voie de sortie.*

*Il y a un petit détail : on a besoin des classes populaires pour provoquer cette rupture. Dans le programme réellement existant du marxisme, il y a une nouvelle classe, la bureaucratie (les ingénieurs) qui est à même de tirer parti de ces conditions. On est d'accord avec Berlan, mais il ne va pas jusqu'à comprendre que le marxisme est le programme de cette classe intermédiaire. Le marxisme réellement existant n'est pas un échec, mais le succès de cette classe qui a pris le pouvoir dans les pays du socialisme réellement existant. Donc, l'industrie soviétique ou le développement faramineux de la Chine sont mis au service de cette nouvelle classe dirigeante.*

*Si on prend ce que dit Berlan au sérieux concernant sa critique du marxisme, l'industrie est destructrice puisque même le marxisme s'est basé sur ce processus pour son programme émancipateur. Mais si on remet en cause la doctrine marxiste dans son ensemble, on doit aller plus loin que Berlan et réinterroger le rôle théorique du prolétariat comme seul sujet révolutionnaire (alors qu'après la révolution « prolétarienne », le prolétariat est toujours au turbin : la dictature sur le prolétariat...) et du développement des forces productives ayant comme conséquence inéluctable la dévastation de la planète. « Marx a négligé la figure intermédiaire de l'ingénieur et avec elle la bureaucratie qui accompagne l'industrialisation comme son ombre. » (p. 113). Berlan en conclue que ces ingénieurs font partie de la bourgeoisie. Ce serait l'homme aux diplômes, comme le bourgeois est « l'homme aux écus ». Ce n'est pas « négligé » qu'il faudrait comprendre pour réinterpréter la confiscation de la révolution russe. Mais « occulté », et de manière intéressée, car le projet socialiste est mieux interprété dans ses conséquences comme le projet politique des « capitalistes du savoir ». Contre lesquels la lutte des classes doit aussi s'engager pour sortir des limitations des propositions tactiques de Berlan. Objectivons le objectivateurs !*

*On est d'accord avec Berlan : dans la mesure où ces ingénieurs n'ont fait que remplacer les patrons, elle est devenue une classe dirigeante, cela ne règle pas tout le problème de la place qu'occupe cette industrie dans les rapports sociaux. Ne pourrait-on pas penser qu'il puisse y avoir des ingénieurs compétents (pare que c'est nécessaire pour la production) mais que cette compétence n'entraîne aucun pouvoir ni privilège ? Face au désastre écologique mis en avant dès le début du livre, la production technique est rejetée, et la remarque ci-dessus devient impensable.*

*De fait, ces indistinctions permet d'amalgamer capital et science : le fantasme de délivrance impose l'exploitation de l'homme et de la nature. Mais il semble, dans le cours des événements à venir, que, pour paraphraser Frederic Jameson : « Il est plus facile d'imaginer la fin de l'exploitation de la nature que la fin de l'exploitation de la force de travail. »*

*Si on prend au sérieux la distinction entre la division technique et la division sociale du travail, on ne confondrait pas les compétences techniques avec les rapports sociaux. On éviterait alors d'écrire : « Le progrès de l'industrie suppose celui des inégalités » (p. 116) Phrase qui mène à l'impuissance. On en veut pas de l'industrie signifie de manière floutée on ne peut pas s'opposer aux ingénieur-es et technicien-es (pourtant des alter-egos du point de vue du niveau d'études supérieures) et on ne peut pas se coltiner avec ce que cela implique de s'emparer de l'existant pour le transformer (les réseaux, les infrastructures, l'urbanisme, etc.). Faire de nécessité (inégalité des forces) vertu (dénigrement de la techno-science).*

*Berlan ne peut pas écrire des choses aussi bien construites (et avec lesquelles on est en partie d'accord) et en arriver à développer comme solution : assurer sa subsistance (un peu maigrelette comme proposition). Mais la dimension politique et sociale, qu'il rappelle dans la troisième partie et en conclusion, laisse en creux la place pour les Soulèvements de la terre, mouvement auquel il a accordé son appui... et dont le mode opératoire, comme « l'éthique » de certains de ses leaders, est une négation absolue des principes politiques dont se réclame Berlan. Délivrons nous de ces néo-bureaucrates et confiscateurs des luttes !*

*La critique de la technoscience a aussi une fonction contre-révolutionnaire. Pourquoi s'emparer des usines alors que ces usines sont polluantes, dit-on ? Preuve que les ambitions socialistes basées sur l'autogestion du mouvement ouvrier ne sont plus à l'ordre du jour.*

*Berlan s'intéresse surtout à la dimension thermodynamique du travail (p.18), mais peu à la dimension informationnelle ou symbolique. Faut-il traiter de la même manière outils, logement nourriture et remède, connaissances ?*

*« La dépendance matérielle ne se réduit pas à la nourriture. » (p. 18)*

*On peut toujours de parler de 'néocolonial', mais à la tête des pays du sud, il y a aussi une bourgeoisie, appuyée sur une armée. Le spatialisme a des limites.*

*« Notre impuissance face à la méga-machine ». Berlan fait référence à des intellectuel-les de premier plan qui se situent du côté de l'émancipation (Adorno et ses continuateurs et continuatrices), et qui se rendent compte que leur « mission historique » (impulser la révolution mondiale) leur semble aujourd'hui hors de proportion. Ils et elles trouvent comme excuse à leur manque de courage, ou à leur démission en se donnant une bonne conscience, un discours radical mais qui perd de sa capacité à enrôler les masses. Puisqu'elles ont été soumises par les marchandises dont elles sont abreuvées. Ces intellectuel-les admettent que la prise d'assaut de cette méga-machine est impossible, non par le fait de la soumission des intellos de pouvoir, mais du fait de celle des masses.*

## Chapitre 3 : Autonomie, l'imaginaire révolutionnaire de la subsistance

La quête de la délivrance n'est pas la seule conception de la liberté, même en Occident. C'est contre le droit au travail (revendiqué en 1848) que Lafargue écrit le *Droit à la paresse*, expression du fantasme de délivrance marxiste. Les classes populaires voulaient, non pas être délivré du travail, mais du surtravail imposé par les puissants qui voulaient se décharger des tâches matérielles.

La guerre des paysans en Allemagne (1525) mit en exergue certaines formes d'oppressions féodales et droits féodaux. S'émanciper, c'était alors abolir les rapports de domination : défense des biens communs (forêts, rivières, pacage et glanage) et droit à la terre. Cf. les *Diggers* (1650), en Angleterre qui luttèrent contre la propriété de la terre. Cf. la *guerre des demoiselles*, en Ariège (1829). Cf. *Zomia*, de James Scott, relatant les exodes des paysans en Asie dans les montagnes, pour vivre sans maître ni État.

De nos jours, les paysan-nes du Sud défendent de même les communs : c'est-à-dire la possibilité matérielle de produire leur vie, indépendamment du salariat et du marché capitaliste. L'autonomie par l'accès aux ressources locales, condition première de l'autosuffisance.

Comment nommer cette conception de la liberté, différente de la 'délivrance' ?

Années 60/70 : Révoltes d'une partie de la classe moyenne : cette liberté par le loisir et la consommation était perçue comme 'débilitante'. Parce que rendant dépendant de l'argent qui permet l'accès à ces privilèges, par le salariat.

Une alternative se chercha alors, visant l'autonomie. Définie ici comme la volonté de « reprendre en charge une part de leur subsistance », l'autonomie matérielle. (p. 148)

Une autre autonomie politique des militants se développa, apparemment inconciliable avec la première.

« Toutes deux aussi vaines et illusoire l'une que l'autre : celle des éco-citoyens en quête de niches au sein du système, qui ont délaissé le combat ; et celle des partisans de la lutte contre le système, qui ont renoncé à créer d'autres formes de vie. Comme s'il était possible de construire un autre monde sans lutter contre l'existant, comme s'il était pensable de saper les bases de la domination sociale sans élaborer des formes de vie qui en soient moins tributaires. » (p. 148)

Ces deux versants de l'autonomie sont les 'deux jambes de la révolution', nécessaire pour éviter le 'carnage'. Cf. les zapatistes, cf. les ZADs.

L'autonomie est alors définie comme la prise en charge de la nécessité et non son dépassement.

### La sémantique de l'autonomie

#### ***Anarchisme, régionalisme, écologie politique : histoire des usages politiques du terme***

Les cités médiévales (révolutions communales en Europe aux 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> siècle) s'affranchissent des autorités féodales.

Kant (19<sup>ème</sup>) l'introduit pour thématiser la liberté morale de la volonté.

Engels invitent les ouvriers à abandonner l'idéal d'autonomie libertaire au travail.

Au 20<sup>ème</sup>, l'autonomie est appropriée par les régionalistes ou les indépendantistes comme 'auto-gouvernement'.

1970, une fraction libertaire s'appelle les 'autonomes', rejetant les syndicats, partis et la colonisation capitaliste de la vie quotidienne.

La branche non technocratique des écologistes l'utilise pour exprimer le désir de sortir de la dépendance de la technologie.

Cette valeur est récupérée par le management, sous une forme compatible avec le capitalisme.

### ***Autonomie collective, individuelle et matérielle : histoire des sens de la notion***

« Se donner ses propres lois » suppose des lois qu'on se donne collectivement pour régler la vie en communauté, c'est un concept collectif. Cf. Rousseau, *Le Contrat Social*.

Kant déplace le sens vers la morale : se donner ses lois selon sa raison. L'autonomie n'a, dès lors, qu'un seul sens individuel.

On retrouve ce sens d'autonomie dans les éléments de langage du pouvoir, au sein de la croisade libérale : au sens de se débrouiller tout seuls (allocataires des minima sociaux, usagers des services publics, personnes âgées). Le contraire de l'idéal d'Illich : un monde plus humains et moins dépendant des appareils industriels.

La notion d'autonomie témoigne d'une mise en cause des échelles des organisations et des interactions dans le monde moderne. C'est la quête de l'affranchissement de la dépendance d'un système mondialisé 'oppressant dans sa démesure'. Liée à la critique des instances du pouvoir sur lesquelles les collectivités n'ont plus de prises. Le collectif doit rester à taille humaine. Un changement d'échelles provoque non un continuum quantitatif, mais un saut qualitatif. Un des aspects capitalistes en est la mondialisation.

L'écologie politique prône les circuits courts, les petites communautés où la démocratie directe a du sens, la production adaptée aux conditions locales, etc. On comprend que l'autonomie soit l'ennemi des capitalistes.

### ***Autarcie et autonomie : l'étroite imbrication de l'autosuffisance et de la liberté***

Il faut prendre la notion comme « autosuffisance en tant que capacité à se fixer les fins et les moyens de son action. »

Les grecs parlaient d'autarcie (auto/gouvernement) : capacité d'une cité à se suffire à elle-même. Il y a une relation nécessaire entre autosuffisance matérielle et autodétermination politique.

De nos jours, la notion d'autarcie a perdu son sens positif. Elle rappelle l'isolationnisme et la xénophobie, mobilisés par les mouvements fascistes. Berlan lui préfère l'autonomie, ayant le sens d'autosuffisance matérielle et politique. C'est aussi la raison pour laquelle les pays voulant se libérer du joug colonial n'ont pas eu recours au terme d'autarcie, mais d'autonomie (*self-reliance* en anglais).

### **Assurer sa subsistance : une conception populaire de la liberté**

A Rome, le pater familias ne pouvait céder à sa guise les biens (maisons, bêtes de somme, etc.) pouvant assurer à ses héritiers leur autonomie, condition de leur liberté.

Aux USA, les esclaves émancipés eurent le droit d'avoir un peu de terre, une bête de trait, et quelques sacs de grains pour assurer leur subsistance. Quand cette loi fut abrogée, les noirs durent se vendre à leurs anciens maîtres ou devenir salariés au Nord.

Il y a bien un lien intrinsèque entre liberté et autonomie matérielle. Cf. Gandhi, luttes pour des réformes agraires.

L'idéal d'autonomie a été refoulée dans la culture populaire du 20<sup>ème</sup>, une fois prise en main par l'industrie médiatique. Certaines pratiques persistent tout de même.

Ce sont les éco-féministes 'de la perspective de la subsistance' qui formulent la conception la plus aboutie : revaloriser la production locale, et refuser le fantasme de

---

1 Pub : [La Subsistance Une perspective écoféministe](#), de [Maria Mies](#) et [Veronika Bennholdt-Thomsen](#), à La lenteur, 2022...

délivrance (se donner la peine de faire ce qu'on désire avoir), dépasser les rapports de domination et repenser la liberté « à l'intérieur du domaine de la nécessité ».

« L'émancipation des femmes, et des hommes, suppose de réinventer la subsistance en dehors des rapports traditionnels de domination personnelle. » (p. 161)

C'est au sein de petites structures collectives avec répartition équitable des tâches que Berlan pense développer la liberté dans la nécessité. C'est l'autonomie, au sens de *self-reliance* anglais (compter sur ses propres forces), sans déléguer à d'autres les fastidieuses besognes de penser. Kant en parlait, pour les tâches intellectuelles « ose penser par toi-même ». Ici, l'autonomie est appliquée à tous les domaines, intellectuels et matériels : « osez faire par vous-mêmes ».

### ***La subsistance contre le supermarché industriel***

L'autosubsistance évoque la pauvreté : être en deçà du suffisant. Ainsi les peuples primitifs, préjugé occidental mis à mal par Marshall Sahlins dans son livre u titre provocateur, *Age de fer, âge d'abondance*.

L'économie forge le concept d'économie de subsistance (ère de la rareté), pour promouvoir le concept d'économie de marché.

Plus avant, les classes dominantes opposaient la vie bonne (action politique, intellectuelle ou artistique) et celle des inférieurs voués à la subsistance (tâches de survie).

Or subsistance désigne les premières choses dont il faut se préoccuper pour persévérer dans son être : se nourrir en premier lieu. Donc associée aux pratiques paysannes. Dans le monde moderne, subsistance s'oppose à l'économie capitaliste, c'est ce qu'il a dû détruire pour se développer.

« En réalité, la subsistance ne s'oppose pas tant au marché qu'au *supermarché industriel de l'économie globalisée*. » (p. 164)

Le marché local permet la circulation locale des biens nécessaires localement.

« Et même dans un monde idéal, peut-on imaginer que l'autonomie ne soit pas un juste milieu entre les deux écueils opposés que sont l'organisation communiste et la marchandisation libérale *totales* ?

Ainsi comprise, la 'perspective de subsistance' constitue la *seule alternative pratique, éprouvée et avérée*, au capitalisme, et la meilleure base d'inspiration pour repenser notre liberté dans un monde en plein bouleversement. » (p. 165)

Foin de la chimère communiste qui, mise en pratique, a mené au totalitarisme.

Puis : histoire merveilleuse de kényanes qui se sont libérées du joug de la domination : elles ont arraché les plants de café pour cultiver des légumes de subsistances, vendus au x marchés locaux. Pas de subsistance sans résistance !

Mais pour choisir sa subsistance, il faut en avoir les moyens. Sinon, on se retrouve en mode de précarité (*precari* : demander en priant)

### ***Revenir sur terre : la critique éco-féministe du mythe de l'auto-détermination***

L'indépendance absolue n'est ni possible ni souhaitable . Cf. Thoreau

L'indépendance est un concept vide : personne n'est indépendant, tout être vivant est pris dans des rapports d'interdépendance.

Il faut déboulonner l'idéal d'autonomie individuelle des Lumières, qui se gagne toujours sur le dos des autres.

## ***Reconnaître notre interdépendance : l'autonomie est politique***

C'est donc « une autonomie dans l'interdépendance qui assume que nous dépendons structurellement les uns des autres pour assurer notre subsistance. » (p. 170)

Il s'agit de s'émanciper de dépendances qui nous mettent à la merci d'autrui qui a un pouvoir discrétionnaire sur nous (définition de l'oppression) : dépendance asymétrique.

Le problème de l'autonomie est de sortir des dépendances qui nous ligotent aux grandes inorganisations et au système industriel qu'elles constituent.

« Il s'agit de reconstruire des interdépendances personnelles permettant de desserrer l'étau des dépendances anonymes, et ce dans l'égalité. L'autonomie ne consiste pas à se débrouiller tout seul, mais à s'inscrire dans un monde d'interconnaissances où les obligations réciproques et les règles partagées tissent des liens de solidarité qui libèrent des formes de dominations impersonnelles. » (p. 170)

En anglais *free* et *friend* sont de la même famille. Idem en allemand.

L'autonomie ne peut donc se concevoir que collectivement. Elle s'inscrit dans le sillage du socialisme, expurgé de sa fascination de l'industrie.

Par ailleurs, si le supermarché s'effondre, ce ne sera pas catastrophique, le mode subsistance s'épanouira. Il s'agit même d'y mettre un terme.

Mais les survivalistes, se projettent dans un *bad trip* post-apocalyptique, en mode de la guerre de tous contre tous.

La conflictualité ? On la retrouve à toutes les époques, même dans les groupes les plus soudés, en apparence. Le rêve de dépasser la conflictualité dans la concorde perpétuelle, loin de nous délivrer, conduit à refouler le conflit comme quelque chose de sale, ce qui rend les conflits d'autant plus explosifs.

L'autonomie doit permettre de résoudre les conflits de manière non destructrice

***Commentaire acerbe, mais bien informé*** : Alors sur l'ex-ZAD, comment les gens que Berlan soutient ont-ils réglé les conflits, en 2018 et après ? Comment ont-ils réglé la question de la prise de pouvoir ? Voyons voir : à coups d'intimidation, mais aussi de battes de base-ball à titre d'exemple, ou de grenade plus récemment. (voir quelques textes sur la page L'Appel, mauvaise pioche sur ce blog)

Quand il y a collectif, il est question de l'autonomie politique, de pouvoir : un mode de prises de décision entre égaux. L'autonomie est une manière d'y faire face, en prenant en charge le pouvoir plutôt que de s'en décharger sur des instances extérieures : AG, conseil ou personnes missionnées par l'AG, donc des formes de démocratie directe (les règles sont les mêmes pour tous, tout le monde a le droit à la parole, rotation et collégialité des charges, mandat impératif et révocable, consensus plutôt que vote majoritaire).

Il y a d'innombrables expériences historiques et d'analyses sur l'auto-organisation, et l'autonomie politique (plus que sur l'autonomie matérielle).

## **La faim, les mains et la terre**

1911 : Landauer prônait l'expérimentation socialiste ici et maintenant par le moyen de petites communes : il ne fallait que trois choses : la faim (les besoins ressentis), les mains (les capacités d'action) et la terre (les ressources), c'est-à-dire les trois piliers qui assurent notre autonomie matérielle. Traduit en langage moderne : autosuffisance, autoproduction et l'ancrage local.

Si l'équilibre entre ces trois piliers n'est pas respecté, on aboutit à la dépendance. Être si ce n'est pas dans une interdépendance, les tensions arrivent : on n'a plus le choix qu'entre dominer ou être dominé.

Le facteur de ce déséquilibre est le progrès technologique : il pousse à une escalade des besoins, illimités. Or les ressources sont limitées, même si le progrès technologique permet de maximiser leur exploitation : un pillage sans partage !.

### ***Pouvoir à nos propres besoins***

L'autonomie implique de prévoir, de faire des provisions (mots de la même famille que pouvoir). Illustration : Longo Maï, et non les *free parties*.

Besoins : même racine que souci et soin. C'est ce qu'il faut pour vivre, la nécessité.

Deux manières de pouvoir à ses besoins : faire par nous-mêmes et pour nous mêmes (autonomie) ou faire faire (délivrance mais aussi (inter)dépendance). L'échange marchand prend une telle place qu'il refoule les solutions autonomes. Nous sommes 'colonisés' par le capitalisme.

L'autosuffisance c'est choisir si on veut voir qui on veut, quand on veut. C'est le désir de voir autrui et non la nécessité de le voir pour notre subsistance. Cela signifiait pour les Anciens, non une pénurie, mais une satiété. Différent du mot d'ordre libéral : « toujours plus ».

Se fournir auprès d'autrui ne contredit pas l'autonomie : le premier besoin c'est celui des autres. Le moment relationnel prime sur le moment matériel. Mais seulement si les rapports sont « horizontaux de coopération » : économie du don (Mauss), basée sur une triple obligation : donner, recevoir et rendre ; entraide ; desserrer l'étau économique : banditisme social (Robin des Bois), l'expropriation des expropriateurs (Marx). ; marché local de subsistance (avant la révolution industrielle).

« En ce sens, nul besoin d'attendre l'abolition de l'argent, ni de diaboliser par purisme tout rapport monétaire, pour renouer avec l'autonomie : elle implique moins de refuser par principe tout échange marchand que d'en limiter la portée. » (p. 179)

L'autonomie consiste à construire ses propres circuits (marché noir, économie informelle, combattus par l'État), plus officiellement les circuits courts, qui ne remettent pas en question la scission entre producteurs et consommateurs (cf. les limites des AMAP ou des monnaies locales ou des SEL).

Définir ses besoins : les identifier et les limiter (halte aux technologies). Se passer de certains besoins, se tourner vers la sobriété. L'autonomie rend impossible la vente des marchandises produites à profusion sur le marché mondial, elle est donc combattue par le capitalisme.

Les faux besoins peuvent devenir de vrais besoins, car contingents à la société dans laquelle nous vivons (ex : la voiture). Il faut donc réfléchir à la réduction de ses propres besoins, en fonction de sa situation. En fait, c'est la limite de nos capacités pour maintenir notre autonomie qui sera le critère du tri parmi les besoins.

Les sociétés capitalistes sont des sociétés de pléthore et de pénurie.

### ***Faire par nos propres moyens***

Définir nos besoins implique de fixer nos fins. Mais les moyens influent sur les fins. L'autonomie annule la séparation entre producteurs et consommateurs .

Différent de *Do it yourself* (DIY), ou les TAZ (zones d'autonomie temporaire). C'est un ersatz inscrit dans le cadre d'une société technophile de frustration où la plupart des humains ne font plus rien par eux-mêmes. DIY est associé au monde numérique, on est incité non à le combattre mais à y rajouter sa touche personnelle...

Si les partisans du DIY en sont arrivés à construire leur maison ou fabriquer leur nourriture, c'est qu'ils sont allés au-delà de ce que préconisait cette injonction.

Le 'fait maison' est un produit collectif que personne ne peut dire qu'il l'a fait tout seul. C'est faire ensemble mais hors contexte salarial.

On peut parler aussi d'activité 'vernaculaire' (Illich) : ce qui est local, autonome (hors entreprise), non rémunéré.

Les activités de subsistance sont le plus souvent enchâssées dans les formes communautaires de partage (chantier collectif, veillées de décorticage de châtaignes, *mais si !*, échanges de coup de main, travail communautaire d'entretien). Aussi 'les castors', groupe d'auto-construction.

« De chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins » : forme élevée (et idéalisée) de communes communistes, libertaires et égalitaires. Mais les expériences historiques n'ont pas duré longtemps.

Et les outils ? Ne pas tout rejeter, mais ne pas se rendre dépendants des industries qui les produisent. D'où réfléchir à l'outillage employé : des outils conviviaux, contrôlés par les usagers (exemple : l'Atelier paysan qui apprend à construire ses outils et politise la technique, sur une ligne proche de Berlan). Les outils high tech nous mettent sous la dépendance des industriels et de l'argent. Bricoleurs versus Ingénieurs...

« En dehors des petites structures, la réappropriation (au sens fort) des moyens de production par les travailleurs, c'est-à-dire leur autogestion est impossible. » (p. 188)

### ***Vivre de nos propres ressources***

Cela suppose d'avoir accès aux ressources et aux territoires où elles se trouvent. Cela suppose d'avoir un 'chez soi' au sens large : territoire partagé, communaux. Cela suppose un mode de possession qui ne passe pas par la propriété privée : c'est le sens de 'habiter'. (p. 192)

L'autonomie est sociale, mais aussi territoriale. Mais aussi vivre conformément à 'son' territoire. Cela rejoint donc le régionalisme : l'autonomie signifie vivre son particularisme, sans recevoir des marchandises et des injonctions venues d'ailleurs. Malheureusement, les revendications régionalistes sont creuses car elles ne remettent pas en cause la marchandisation globale.

L'autonomie matérielle est intimement liée à la paysannerie, classe autonome par excellence.

« Incapable de s'organiser pour assurer sa propre défense, la paysannerie se caractérisait pour ainsi dire par une *autonomie* (au sens matériel) *sans liberté* (au sens juridico politique), à l'inverse des populations occidentales modernes qui, depuis les Trente Glorieuses, ont joui d'une *liberté sans autonomie*. » Dixit Bertrand Louart (p. 197)

Pour que l'autonomie matérielle ne soit pas un piège, elle doit être complétée par l'autonomie politique à conquérir contre l'oligarchie qui profite du système capitaliste, c'est-à-dire assurer sa propre défense.

L'autonomie pose des questions d'échelle. Pas l'échelle la plus petite, pour autant. Elle implique des formes d'organisation au-delà du local. Elle implique une échelle... optimale ! (selon les activités).

L'autonomie suppose aussi la critique de la spécialisation, telle que requise par la société industrielle : il faut « déprofessionnaliser la politique et la subsistance » (p. 199)

Relocaliser et déprofessionnaliser...

Vive l'amateurisme : être touche à tout. *Même les livres de philo ?*

L'autonomie matérielle implique la critique d'une certaine forme de la division du travail : toute monoculture est toxique... « Chaque instance prend en charge la part la plus rudimentaire de sa subsistance[les toilettes sèches], puis développe le reste du temps sa passion pour une activité particulière ». *Cela explique le livre de philo...*

### Commentaires :

*Étymologie de « charge » : chose lourde à porter.*

*Mais Berlan ne s'attarde pas sur l'étymologie de travail...le travail comme instrument de torture.*

*Puisqu'il insiste : les pauvres veulent s'émanciper des charges matérielles mais pas du travail...*

*Et si on attribuait quelques arpents et une bête de somme (sa femme ?) à chaque allocataire mâle du RSA, en échange des quelques miettes que le capitalisme lui octroie... ?*

*Ce que dit Berlan est cohérent : une autonomie dans l'interdépendance. Mais pour s'émanciper des dépendances asymétriques (les paysann-es et Lactalis), il faudrait exproprier les expropriateurs. Mais comme on n'a pas les forces, on dit qu'on n'en veut pas parce que c'est de l'industrie. On contourne l'impuissance politique (ce qui est lucide), en dénigrant le capitalisme industriel, la science, etc., au lieu de s'en emparer ! Et on s'occupe de tisser des liens de solidarité interpersonnels.*

*Le problème, c'est que cette solution est capitalo-compatible, avec un existant inchangé pour la plupart des opprimé-es.*

*Berlan fait partie des « gagnant-es » temporaires parmi les perdant-es à plus long terme.*

*Il écarte les revendications féministes de Beauvoir : elles cherchent l'indépendance économique pour ne plus dépendre de leur mari. Or, en recherchant l'autosuffisance économique, Berlan recherche à ne plus dépendre du marché mondialisé. N'est-ce pas comparable ? Avec un petit côté sympathique du genre « refus de parvenir » qu'il est important de reconnaître à l'auteur.*

*Attention : La sobriété capitaliste, c'est baisser le coût de la force du travail, c'est un plan d'austérité. Et c'est tout à fait compatible avec les stratégies de décroissance, de simplicité volontaire : dans un cas c'est la contrainte, dans l'autre cas c'est la nécessité... choisie en toute liberté !*

*L'autolimitation des besoins se retrouve dans l'autonomie politique : les besoins politiques étant auto-limités, les projets politiques seront restreints, on peut s'auto-organiser de façon autonome (AG, conseils, organisation horizontale...). Mais cela laisse le système général fonctionner de façon illimitée. Il ne s'agit plus de s'emparer du pouvoir central ou de le détruire. C'est par ailleurs une manière honnête de reconnaître qu'on n'en a plus les moyens. Là, on est d'accord sur cette analyse lucide de notre impuissance actuelle.*

*Il a réglé son compte à la division sociale du travail (quelque soit le pouvoir socialiste ou capitaliste, cela ne change pas le sort des ouvriers, seulement le personnel dirigeant), il s'attaque ici à la division technique du travail (question de taille et de complexité des structures et moyens de production que les exécutant-es ne peuvent contrôler).*

*Il aborde la question des moyens et ressources matérielles, mais il laisse dans l'ombre un aspect pourtant central : les moyens et ressources intellectuelles.*

*Si le fantasme de délivrance matérielle a perdu de vue la perspective de l'abolition des rapports de domination économique, il ne faut pas non plus perdre de vue les rapports de domination dans les organisations politiques !*

## Conclusion

La critique 'radicale' du mode de vie industriel et de notre conception de la liberté, l'auteur n'est pas le seul ni le premier à la faire (Illich, Charbonneau).

Les critiques réformistes ne servent qu'à modifier des détails, en rajoutant des couches de bureaucratie et en donnant foi au mythe du Progrès. Avec une conception de la liberté individuelle due à la délivrance, associée à la puissance des uns, mais dépendante des organisations mondialisées, industrielles et technoscientifiques ; et associée à la servitude des autres.

Ce n'est pas la liberté, tout au plus le confort dans la soumission au système.

La liberté réellement existante, c'est alors la liberté de commander, c'est la souveraineté, être le souverain de... (Arendt).

Suit un topo sur l'évolution du concept de liberté.

Pour parer au désastre écologique, ce n'est pas la liberté qu'il faut restreindre (mise en place d'une dictature écologique), il faut rompre avec une certaine conception de la liberté (= délivrance et donc puissance).

« La cause de la Terre et celle de la liberté ne sont pas opposées, mais solidaires – à condition de comprendre *qu'un mode de vie libre n'est pas basé sur le dépassement de la nécessité, mais sur la minimisation des dépendances matérielles asymétriques qui constituent le fondement des relations de domination.* » (p. 204)

Etymologie de humain : lié à humus. Le dernier avatar de la délivrance est d'aller vivre sur une autre planète. C'est un non-sens philosophique, social et technologique.

Notre concept de la liberté consiste à s'émanciper du fantasme de la délivrance et de renouer avec la Terre (Pachamama et non Gaïa!) et la liberté. (voir la page de titre...)

Partout dans le monde, les gens luttent pour leur autonomie.

Ce livre est dédié aux gens qui désertent le monde industriel, en désertant le travail.

Se débarrasser de pans entiers de la production industrielle suppose d'arrêter de lui déléguer la satisfaction de nos besoins, donc de renouer avec une autonomie (qui a été le mode de vie majoritaire jusqu'au milieu du siècle dernier) « qui pourrait avoir une portée émancipatrice et révolutionnaire ». (p.207)

Pour mener la quête de l'autonomie, il faut :

- 1) apprendre à construire du commun, mais sans idéaliser la commune tout en préservant les besoins d'isolement, un certain respect de la vie privée. Voir la communauté villageoise avec un partage partiel et non total des activités.

- 2) entretenir une culture du conflit, en l'assumant tout en cherchant à désamorcer le potentiel explosif : faire avec, tout en se faisant respecter : attention aux autres et à soi-même. Exemple : le 'cycle des douze' mis en place sur la ZAD en 2015 (même avec des succès mitigés, mais belle expérience d'éducation pour celles et ceux qui y ont participé - *sic*).

Cela ne suffit pas à résoudre les problèmes sociaux et écologiques. Il faut renverser la société, pas seulement par l'agrégation de petits gestes alternatifs (colibri).

La recherche d'autonomie doit être associée à des tentatives d'organisation à plus grande échelle pour freiner le développement industriel, ne serait-ce que parce que cette logique technologique met des bâtons dans les roues de celles et ceux qui voudraient faire sécession. Il faut aussi saboter la méga-machine.

« Il faut tenir les deux bouts : revenir à des formes d'autonomie matérielle locale tout en participant à la lutte globale contre le système. » (p. 212)

Notamment reprendre la terre aux machines, et lutter pour le foncier.

Commentaires généraux :

**Comment se fait-il que Berlan, avec ce qu'il écrit, soit un soutien des Soulèvements de la terre ? :**

*Il est temps de se demander comment des intellectuel-les comme lui acceptent de mettre leur notoriété au service des Soulèvements de la terre. Pourquoi, à partir de son « phalanstère », soutient-il des gens qui défendent dans la réalité des idéaux différents et antagonistes ? Et qui environnementalisent les rapports sociaux.*

*La passerelle pourrait être le rapport similaire à la science et à la technologie. C'est ce qui permet les supercheries. Les modes de connaissance qu'il faut mobiliser sur le monde social, ce n'est pas seulement avec des lieux communs, cela demande un travail de recherche et d'enquête scientifique.*

*Il semblerait que certain-es intellectuel-les du moment associent leur voix pour soutenir les Soulèvements de la terre. Par carriérisme et conformisme. La doxa de la contestation intellectuelle actuelle impose d'adhérer et de défendre les Soulèvements de la terre. Être seul à faire preuve d'esprit critique pourrait bien ne pas être très vendeur et ternir sa réputation en mettant en jeu son avenir professionnel. D'autres raisons peuvent être avancées comme le manque de curiosité et une certaine paresse intellectuelle pour approfondir les dires et les gestes de l'ex-groupe CMDO sur l'ex-ZAD, voire une grille d'analyse peu rigoureuse quant aux objectifs réels et les moyens mis en œuvre pour les atteindre.*

*Dans le troisième chapitre (partie positive), la dimension politique et collective est peu développée. Cet espace manquant peut être comblé opportunément par le développement, en 2021 moment de la publication, du mouvement des Soulèvements de la Terre, auquel Berlan a apporté son soutien au moment de la menace de dissolution.*

*Revient toujours la même menace : critiquer un mouvement qui monte en puissance pourrait faire le jeu de l'ennemi. Cet argument a cloué le bec de bien des critiques du temps du bolchevisme.*

*Ce soutien non critique des intellectuel-les aux Soulèvements de la terre peut avoir comme conséquences d'influencer des gens de bonne volonté qui vont s'engager dans des actions dont ils ne maîtrisent pas les conditions.*

*Ce que Berlan analyse, en partie avec pertinence, du projet marxiste doit être mobilisé dans l'analyse qu'il fait des SDT qu'il a choisi de soutenir : si les SDT arrivaient au pouvoir, il ne faut s'attendre à ce qu'ils fassent autre chose que ce qu'ont fait les bolcheviques : dans le style « confiscation des luttes », ils ont déjà fait leurs preuves.*

*Pourquoi Berlan cautionne-t-il des personnes qui ont fait l'inverse de ce qu'il préconise ? Pas forcément au sein de leur groupe restreint du CMDO (on n'y était pas), mais au sein du groupe des occupant-es de la ZAD ? Les cautionner implique de cautionner aussi le jugement péjoratif qu'ils et elles portaient sur les « schlages » et les « bouffons » de l'Est, mais aussi sur les non-autoritaires. Mépris qui a conduit à une désolidarisation au moment des expulsions (2018) de celles et ceux qui refusèrent le jeu de l'État, qui cherchaient d'une manière ou d'une autre à s'en émanciper, tout en assurant leur subsistance collective. Refus de la ferme de Bellevue de distribuer pain et fromage au non-marché pour punir des comportements que le CMDO n'appréciait pas. Idem pour le jardin des Rouge et Noir : refus de distribuer des légumes à certains moments de crise intense, pour les mêmes raisons.*

*Prise de pouvoir dans les AG, où tout le monde avait le droit à la parole, mais certain-es plus que d'autres, etc.*

*Berlan se trompe de porte d'entrée : la philosophie manipule des idées et ajuste la réalité pour la faire correspondre aux idéologies préalables. D'où la nécessité d'utiliser des figures de style comme l'amalgame et la confusion. Par contre, la sociologie (par exemple Benoît Coquart sur le monde rural) et l'histoire (Gérard Noiriel sur les réfugié-es et l'identité nationale) partent des gens, des faits, des archives puis établissent une synthèse.*

*Il n'est pas nécessaire de faire appel aux médias de masse, à la propagande ou à la publicité pour instituer un contrôle des populations. Il existe de vieilles institutions comme l'Église qui met son nez partout (confessionnal) ou l'État qui met en place des quadrillages de surveillance dès le XIX<sup>e</sup> siècle (Noiriel et le contrôle des réfugiés, des étrangers, des nomades). A l'heure actuelle, les rapports sociaux via l'école et la famille façonnent l'acceptation de la doxa, pas besoin du numérique. Sans compter l'apprentissage du code de la route qui modèle des comportements à la fois cohérents et différenciés. L'analyse de la socialisation comme forme de contrôle par la conformité demande une approche « scientifique » de la société. Ce que Berlan s'interdit en restant dans le domaine philosophique et en exprimant une méfiance pour la démarche rationnelle.*

*Malgré tout... on trouve des intérêts à lire ce livre car sa démarche est semblable à la nôtre mais certains présupposés nous sont étrangers : « l'histoire des religions, archive des aspirations primordiales de l'humanité » (p. 73) , ou ses critiques limitées du marxisme.*

*En faisant appel à autrui, il faut être conscient du risque de subordination à autrui. Exemple : les Soulèvements de la Terre qui prônent théoriquement les AG, l'organisation horizontale de coopération... ont prouvé dans les faits que c'était au nom de l'efficacité qu'ils mettaient en place une organisation verticale de domination, voire autoritaire (NDDL, mais aussi les saisons, et Sainte Soline).*

### **Pourquoi ce bouquin est dérangeant, tout en stimulant les réflexions :**

*Ce bouquin est pénible parce qu'il nous met devant nos propres problèmes insolubles et nos propres contradictions, dans son analyse. Il est énervant dans les solutions, plus que dérisoires qu'il met en conclusion.*

*Théoriquement raison et pratiquement tort ?*

*Ce livre sert à justifier et à théoriser les choix de vie de l'auteur : passer d'une vie purement intellectuelle, académique et citadine à une vie de philosophe jardinier en milieu rural et en collectif. C'est un peu biaisé ! Il choisit donc ses auteurs et ses thèmes en vue de démontrer qu'il a fait le bon choix de vie.*

*Il promeut alors une vie autonome 'à la marge' qui nécessite selon ses dires l'accès à la terre, ce qui est un problème essentiel qu'il ne tente pas d'analyser pratiquement.*

*Extrait d'un livre d'une consœur philosophe : « [...] le nouvel individualisme doit consister dans l'usage contrôlé de toutes les ressources issues de la sciences et de la technologie' qui ont créé la révolution industrielle. L'idée qui sous-tend ce 'nouvel individualisme', ce n'est donc surtout pas de s'échapper du monde industriel pour cultiver notre propre jardin et restaurer les clôtures de l'autosuffisance. C'est plutôt de comprendre que le seul jardin que nous avons à cultiver est le monde industriel [...] dans lequel nous vivons' – un monde que nous ne devons plus accepter de subir passivement, mais avec lequel nous devons nous mettre enfin à interagir. » in Il faut s'adapter, Barbara Stiegler, Folio, 2023 (2019) Les citation entre " sont de Dewey.*

*Nous aurions aimé que Berlan se coltine avec ce genre de critique et entame une réflexion sur sa propre démarche au lieu d'en faire la promotion. Par exemple, le fait qu'on ne lit pas de critique sur ce nouveau mode de vie : égalité de tous, répartition des tâches, veillées pour décortiquer les châtaignes en papotant... Où est le principe de réalité : le droit de tous à la parole ? Mais tout le monde a-t-il les mêmes compétences pour parler, la même légitimité ? (cf. les expériences sur l'ex-ZAD). Et aussi il ne relativise pas le côté idyllique et ponctuel de ces veillées de châtaignes (dont d'autres paysans qui le faisaient par nécessité se seraient bien passé !).*

*C'est aussi une question d'échelle. Ce que je fait de ma vie avec mes potes : est-ce une solution à une échelle plus large, valable pour tous ? Mettre en cohérence ses actes avec ses idées, même si on a des petits moyens, ce n'est pas le problème. Le problème survient quand ce mode de vie est érigé en modèle ou en solution. Berlan reconnaît à demi-mots que, pour ses choix de vie, il a bénéficié de privilèges (social, culturel, financier). Alors que c'est une question centrale quand il faudra changer d'échelle et d'espace.*

*On pourrait lui retourner ce fantasme de délivrance en parlant de fantasme d'autonomie, dont il fait preuve. En effet, il s'aménage une niche dans laquelle il se sent autonome. Quid du travail mort dont il bénéficie ? Quid du bagage philosophique qu'il mobilise en montant sur les épaules de ses prédécesseurs ? Quid des autres êtres humains qui ne peuvent pas faire pareil ? Si le fantasme de délivrance produit des inégalités, le fantasme d'autonomie produit des privilèges.*

*Si la « terre » est la condition de la liberté, il n'y a pas de terre sans maître. Comment accéder à la terre ? Comment neutraliser les maîtres ? Berlan n'en parle pas.*

*D'où aussi le fait qu'on ne lit pas non plus d'analyse approfondie sur l'appropriation du savoir et de la culture, ni de proposition détaillée sur ce que devrait être l'autonomie intellectuelle à laquelle Berlan est parvenu (Dewey, philosophe américain du début du 20<sup>ème</sup> siècle, a fait de cette autonomie intellectuelle une condition sine qua non de ce qu'il appelait la 'démocratie participative') « Si le libéralisme des origines a tant insisté sur la liberté de penser, [...] c'est pour favoriser la socialisation de l'intelligence dans l'espace public, seule capable d'assurer le renouvellement de la société » (p. 178) '[...] Dewey affirme que la racine de l'expropriation se trouve du côté du rapport hiérarchique du savoir, qui détruit les possibilités d'une intelligence socialisée. » (p. 182) in Il faut s'adapter, Barbara Stiegler, Folio, 2023 [2019]*

*Par ailleurs, un autre point laissé dans l'ombre est cette capacité de se défendre, signalée en passant à propos de ces paysans qui ne l'auraient pas développée. Qu'entend-il par là ? Suggère-t-il de développer une violence physique face à la violence économique et politique (voire physique) du système ? Lui-même et ses potes développent-ils une activité de self-defense ?*

*Quelques propositions pour ne pas finir que sur des propos négatifs : faire coexister une division technique du travail avec une égalité sociale : ce n'est pas une question de taille.*

*Au delà de l'Atelier paysan, où est l'Atelier intello, pour se réapproprier les connaissances abstraites, et pas seulement le savoir-faire technique, etc. ? Et en retour, comment greffer des poignées pour rendre manipulable ces outils intellos ?*

**Une touche finale :** *ce fantasme de délivrance attribuée aux masses (une demande insatiable de consommation aliénante) n'indique-t-il pas une dépendance non maîtrisée à la théorie néoclassique en économie (la théorie marginaliste de Walras). Il existerait des agent-es économiques, rationnel-les dans leur stratégie, essayant de maximiser leurs profits de toutes sortes, et en en voulant « toujours plus ». L'idéologie de la « perspective de la subsistance » n'est-elle pas que l'envers de cette idéologie du néo-capitalisme ? Dans les deux cas, une « illusion intéressée mais bien fondée ». Bien loin de la complexité et de l'intrication des rapports sociaux*

*capitalistes qui nécessitent une approche scientifique par la sociologie et l'histoire, et non par la philosophie.*